

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LES ASSOCIATIONS

DES

Petits Commerçants et Petits Industriels

EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

*dans la salle des actes de la Faculté de Droit,
le Mercredi 15 Mai 1907, à 3 heures 1/2*

PAR

JEAN DELCOURT

JURY D'EXAMEN :

MM. ALLIX, Professeur, PRÉSIDENT DE LA THÈSE

VILLEY, Professeur, Doyen

CABOUAT, Professeur

ROUBAIX

IMPRIMERIE ALFRED REBOUX, GRANDE-RUE, 71

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548613_0037

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LES ASSOCIATIONS

DES

Petits Commerçants et Petits Industriels

EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

*dans la salle des actes de la Faculté de Droit,
le Mercredi 15 Mai 1907, à 3 heures 1/2*

PAR

JEAN DELCOURT

JURY D'EXAMEN :

MM. ALLIX, Professeur, PRÉSIDENT DE LA THÈSE

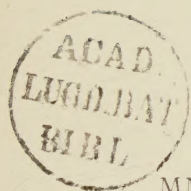
VILLEY, Professeur, Doyen

CABOUAT, Professeur

ROUBAIX

IMPRIMERIE ALFRED REBOUX, GRANDE-RUE, 71

1907



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. Q), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. Q), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. Q), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (*, I. Q, C. H, G. O. H, C. I. C. H, O. H, L. H), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. Q), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. Q), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. Q), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Éléments de droit civil*.

MM. DEBRAY (A. U), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit français*.

LE FUR (A. U), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. U), professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS (A. U), professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du droit français* et chargé du cours d'*Histoire du droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, Docteur en Droit, chargé des cours de *Principes de droit public, de Droit administratif et d'Eléments de droit public et administratif* (Capacité).

BINET, Docteur en Droit, chargé de cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. U), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Agenda des Syndicats bourgeois. — Gand, 1901, 1903.

BÉCHAUX. — *Cours d'économie politique.*

BRANTS. — *La petite Industrie contemporaine*, Paris 1902.

Bulletin du Syndicat général des Voyageurs, Employés, Négociants et Patrons, Bruxelles.

La petite Bourgeoisie, bulletin bi-mensuel. Liège.

V. DE CLERCQ. — *L'organisation professionnelle de la petite Bourgeoisie en Belgique.* Paris 1904.

Compte-rendu sténographique du Congrès international de la petite Bourgeoisie tenu à Anvers en 1899.

Compte-rendu sténographique du Congrès international de la petite Bourgeoisie tenu à Namur en 1901.

Compte-rendu sténographique du Congrès international des classes moyennes urbaines et rurales tenu à Liège en 1905.

Compte-rendu sténographique du Congrès national de la petite Bourgeoisie tenu à Liège en 1905.

Huitième congrès du Crédit populaire tenu à Caen en 1896. Actes du Congrès. Menton, 1897.

J. DESTRÉE ET VANDERVELDE. — *Le Socialisme en Belgique.* Paris 1903.

Journal : L'écho du Commerce et de l'Industrie. Juin-juillet 1903. Bruxelles.

Guide social de l'Action Populaire. Années 1904, 1905, 1906.

LAMBRECTS. — *Le problème social de la petite Bourgeoisie.*
Bruxelles 1899.

LAMBRECTS. — *Le Crédit urbain* 1898.

LAMBRECTS ET SCHUERMANS. — *Quelques notes pour contribuer à l'éducation des bouchers et charcutiers.* Bruxelles 1905.

DE LEENER. — *Les Syndicats industriels en Belgique.*
Bruxelles 1904.

P. LEROY-BEAULIEU. — *Le Collectivisme.*

La Maison du Syndicataire, brochure. Namur 1903.

ALFRED MICHA. — *Le Réescompte dans les banques populaires.* Liège.

O. PYFFEROEN. — *La Commission nationale de la petite Bourgeoisie.* Bruxelles 1906.

O. PYFFEROEN. — *L'exposition internationale du petit outillage.* Gand, juillet 1904. *Rapports*, Gand, 1904.

Réforme sociale, nos 1^{er} mars 1902, 1^{er} octobre 1902, 1^{er} janvier 1904, 1^{er} octobre 1905.

J. STEVENS. — *L'amélioration de l'outillage des petits industriels et des artisans.* Bruxelles 1905.

Statuts et brochures divers.

A. VERMEESCH. — *Manuel social.* Louvain 1904.

INTRODUCTION

Le problème des classes moyennes, la question de la défense du petit commerce, de la petite industrie, du petit propriétaire rural ou comme on l'a dit en Belgique du « petit bourgeois » est à l'ordre du jour. On a remarqué combien dans tous les pays la classe moyenne a contribué à enrichir le patrimoine matériel et moral de la nation.

Un Etat n'a pas tout fait quand il s'est intéressé à l'amélioration du sort matériel et moral des ouvriers. Il n'a rempli qu'une partie, la plus haute, il est vrai, de protection générale qui lui est dévolue. Tout près des ouvriers, plus près d'eux que des capitalistes et des grands patrons se tient, presque dans tous les pays, une classe moyenne issue le plus souvent de la classe ouvrière et qui forme le plus sûr élément de l'équilibre social. Aux temps où la patrie est en danger, c'est elle qui partout verse libéralement son sang et son or, c'est elle encore qui soutient et défend les institutions les plus libérales.

Or que voyons-nous ? Cette classe moyenne qui est restée jusqu'à présent l'axe de la puissance écono-

mique de nombreux pays est menacée. La concentration est partout : dans l'industrie où se ferment tant de fabriques et de petits ateliers ; dans le commerce où les grands magasins d'un côté, les coopératives de l'autre, réduisent dans de telles proportions la clientèle des petits marchands, des boutiquiers qu'on se demande parfois par quel prodige ils peuvent encore gagner leur vie.

Le péril existe, il ne peut être nié. L'existence de Congrès de la Classe moyenne notamment en Belgique le certifie.

Il a été fondé en 1904 à Stuttgart un Institut international des Classes moyennes qui a son siège à Bruxelles et dont le président est le docteur Bodiker de Berlin, de nom si connu en matière d'assurances ouvrières qu'on l'a pu appeler le « père des assurances sociales ». Cet institut groupe toute la documentation relative à la situation des classes moyennes dans les divers pays : actes des pouvoirs publics, lois et projets de lois, corporations, syndicats, institutions de crédit et de mutualité.

Plusieurs nations ont déjà leur *Office des classes moyennes* à côté de leur Office du travail ; l'Autriche avec sa *Gewerbeförderung* plus spécialement consacrée à l'étude des questions industrielles, le Wurtemberg,

la Bavière, le Grand Duché de Bade, la Prusse avec leur *Central Stellen* ou leur *Landesgewerbeautter*.

La Belgique a institué le 10 Avril 1902 une Commission nationale d'enquête sur la situation économique et même fiscale des petits bourgeois, industriels et commerçants. Des lois nouvelles s'efforcent de sauvegarder l'égalité de la concurrence commerciale, de développer le crédit, de favoriser l'esprit de solidarité en poussant à la formation des Unions professionnelles, au groupement par l'achat en commun des matières premières, l'acquisition d'instruments de travail et la mise en vente des objets fabriqués.

En 1905 le Congrès international des classes moyennes rurales et urbaines qui se tint à Liège réunit un assez grand nombre de Belges, Hollandais, Italiens, Autrichiens et Russes.

Enfin le 15 Janvier 1906 sous l'influence de Monsieur Francotte, ministre de l'industrie et du travail en Belgique, issu de la petite bourgeoisie, ce qu'il revendique comme un honneur, l'Office des classes moyennes fut créé avec une mission parallèle à celle de l'Office du travail pour les ouvriers. Cet office a publié notamment à l'époque de l'exposition de Milan en 1906 de remarquables états sur la situation des

classes moyennes dans tous les pays. Il a fait des enquêtes dont il est résulté que les petits industriels en très grand nombre manquent d'enseignement professionnel d'où la création de cours pratiques pour patrons « *Meisters curse* » disent les Allemands et Autrichiens. On a essayé l'amélioration de l'apprentissage et surtout de l'outillage des petits industriels et artisans.

Il faut mettre les classes moyennes en mesure d'acquérir cet outillage par un système de location, de prêt ou de vente à tempérament. C'est à quoi elles parviendront avec l'aide des caisses d'épargne, des syndicats locaux, des sociétés nationales.

C'est cette organisation de défense des classes moyennes ou les Associations de la petite bourgeoisie en Belgique que nous voulons examiner dans cette étude.

Ceux qui s'intéressent au mouvement social en Belgique s'étonneront sans doute de ce que nous n'ayons pas choisi pour titre de notre ouvrage : les associations de la petite bourgeoisie en Belgique. C'est que le terme petite bourgeoisie n'a pas chez nous le même sens que chez nos voisins.

Sans doute le mot bourgeoisie dans son sens étymologique désigne les classes moyennes urbaines

par opposition aux classes moyennes rurales qui ont leurs organisations propres et que nous ne nous proposons pas d'étudier.

Mais chez nous la petite bourgeoisie nous semble comprendre outre les petits industriels et les petits commerçants, les petits rentiers, les agents, les employés, les contremaîtres de grandes entreprises, les commis voyageurs qui jouissent d'une indépendance quelquefois supérieure à celle des premiers.

On pourrait même à la rigueur supposer l'existence d'une société nouvelle où il n'y aurait plus ni petits industriels ni petits commerçants et où cependant vivrait une classe nombreuse de petits bourgeois.

Il ne faudra pas s'étonner toutefois si dans notre étude nous employons les mots petite bourgeoisie, leur usage si fréquent en Belgique nous a obligés à nous servir quelquefois de ce terme.

Qu'entend-on par petits industriels et petits commerçants? Il est assez difficile de le préciser. En général on peut dire que dans la petite industrie le travail de l'entrepreneur ne consiste pas seulement dans la direction mais aussi dans l'exécution, souvent il travaille seul, quelquefois il a des auxiliaires mais toujours en petit nombre.

Pour le petit commerce la ligne de démarcation est

aussi difficile, outre le travail personnel du commerçant on peut noter comme signes distinctifs le petit nombre d'employés servant au magasin, le chiffre restreint de ses opérations, la petite variété d'articles débités.

Ce sont là, croyons-nous les traits distinctifs les plus techniques mais il est évident qu'en pratique il y a des nuances très imperceptibles entre telle ou telle industrie, tel ou tel magasin et des situations intermédiaires qui rendent le classement difficile.

TITRE PREMIER

La question de la petite bourgeoisie. — Pourquoi et comment elle s'est posée

Longtemps on a cru que la question sociale se rapportait uniquement à l'amélioration du sort des ouvriers mais on a reconnu plus tard, comme l'affirmait un éminent homme d'Etat, qu'il n'y a pas une question mais plusieurs questions sociales.

La défense des petits commerçants et des petits industriels est en effet une question sociale comme la défense des classes laborieuses et de l'agriculture. Tout aussi intéressant que l'ouvrier ou le paysan et tout aussi utile à une bonne organisation sociale est l'artisan qui n'arrive pas toujours à livrer son produit au prix de revient ou le commerçant qui pour vivre est obligé de vendre avec un bénéfice dérisoire ses nombreuses marchandises.

De nos jours les législateurs et les sociologues ont porté souvent leur attention sur cette question intéressante et en même temps si complexe de ce qu'on appelle en Belgique la question de la petite bourgeoisie.

Sans doute il ne faut pas en protégeant la classe moyenne nuire aux autres classes de la société, favoriser des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général mais il est toujours permis, il nous semble, de chercher à conserver, à fortifier les professions qui avec plus ou moins de succès combattent vaillamment sur le terrain des luttes économiques. L'Etat doit avant tout tendre à protéger équitablement toutes les classes de la société, mais cela ne l'empêche pas de devoir une sollicitude spéciale aux faibles, qui privés de l'aide de la fortune, ont souvent besoin d'une protection toute particulière.

Là où les efforts privés, et c'est souvent le cas pour les classes moyennes, ne peuvent leur donner satisfaction, une intervention modérée de l'Etat se montre nécessaire.

On se demandera peut-être quel est le mérite qu'on reconnaît à cette classe moyenne pour désirer la conserver, pour l'aider même à tenir une place importante dans l'organisme social. C'est que comme le disait avec raison Monsieur Gérard Cooreman, ancien ministre de l'industrie et du travail en Belgique. « Tout le monde s'intéresse aujourd'hui à l'amélioration de la condition morale et du sort de la classe ouvrière et tout le monde a raison. Mais

le maintien, la prospérité de la classe moyenne est une cause non moins juste et l'intérêt général exige que cette cause aussi ne vienne pas à périlcliter. Il importe à l'équilibre social qu'entre la classe capitaliste et la classe ouvrière la distance soit comptée par la classe moyenne qui caractérise la réunion dans les mêmes mains du capital et du travail. Il est indispensable au règne de la bonne harmonie dans la société que l'échelle présente entre son échelon le plus bas et son échelon le plus élevé une série d'échelons intermédiaires reliant les extrêmes par des degrés plus nombreux qu'espacés... »

La société en effet ne doit pas être constituée par deux grandes catégories : riches et pauvres. Il faut au contraire que la petite industrie et le petit commerce existent pour procurer aux ouvriers des échelons d'élévation qui leur permettent de devenir patrons à leur tour.

Cette pensée était traduite par Monsieur Nyssens en ces termes. « Je dois dire que c'est grâce à cette bourgeoisie, à cette petite industrie, à ces petits artisans que l'ascension des ouvriers vers les situations les plus élevées de la société a toujours été possible. »

De nos jours les ouvriers s'aperçoivent bien que souvent les classes moyennes luttent pour la vie, et ne pouvant espérer faire partie un jour des classes supérieures, ils s'unissent aux déclassés des classes moyennes pour vouloir tout bouleverser.

Une autre conséquence du manque de prospérité des classes moyennes est l'encombrement des carrières libérales. Les parents trouvent les affaires difficiles, la lutte presque impossible, et poussent leurs enfants vers le fonctionnarisme. Chaque année, malgré la difficulté plus grande des examens et concours, les candidatures aux écoles du gouvernement deviennent de plus en plus nombreuses.

La petite industrie comme le petit commerce présentent encore d'autres avantages incompatibles avec le régime du grand commerce et de la grande industrie, les rapports des patrons avec leur personnel paraissent d'une nature plus intime, plus familiale. Il arrive quelquefois que des abus très graves se glissent dans cet atelier, dans ce magasin d'une nature toute pratiarchale, l'inspection peut difficilement protéger le salarié au point de vue de l'hygiène, de la durée du travail. Mais toujours l'ouvrier a plus d'initiative, il peut donner libre carrière à ses goûts, à son imagination et compléter son instruction technique.

A ceux qui ne trouveraient pas utile le maintien des classes moyennes, je citerai volontiers cette image d'un historien allemand qui se figure la société sous la forme d'une pyramide vivante où les molécules montent et descendent sans cesse, pyramide dont la base est très large et le sommet très étroit. Les assises intermédiaires ce sont les classes moyennes, elles forment la liaison de tout l'édifice, elles servent de point d'appui aux classes supérieures qui occupent le sommet. Arrachez de la pyramide vivante les assises intermédiaires, les classes supérieures ne se garderont pas au faite, elles s'effondreront avec tout le reste dans un éroulement général.

La petite industrie et le petit commerce sont dignes, nous venons de le voir, de l'intérêt que lui ont porté les législateurs et les sociologues tout spécialement en Belgique.

Quelles sont donc leurs situations dans le régime moderne. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil sur les organisations industrielles capitalistes et ouvrières.

Occupons nous d'abord de la concurrence des grandes industries capitalistes.

C'est une vérité banale et éclatante par l'évidence des faits de déclarer que la grande industrie par son

développement considérable depuis 50 ans a établi une concurrence très rude pour la petite industrie ainsi que ce que nous appellerons par analogie le grand commerce pour le petit commerce. On a dit et répété que grande industrie et grand commerce sont les types de l'évolution économique moderne et on a expliqué abondamment comment l'extension du marché qui, de local est devenu national et de national mondial, a accru d'une manière effrayante les débouchés, comment la rapidité des communications a permis de fabriquer et de grouper en masse les produits, de réaliser des économies sur les frais généraux et de fournir les moyens de production et les produits à meilleur compte ; on y ajoute les inventions techniques, le développement du machinisme, la facilité de grouper des capitaux.

Ce sont ces extensions de l'industrie et du commerce sous la forme capitaliste qui ont élevé devant le petit commerce et la petite industrie le monument de leurs tarifs réduits et les ont écrasés sous le poids de leurs forces groupées. La grande industrie comme le grand commerce luttent contre leurs inférieurs en diminuant le taux des profits pour le compenser par la masse.

Tous les traités d'économie politiques ont relevé

les exemples principaux de ces agrégats industriels ou commerciaux et nous ne jugeons pas utile de les reproduire. En Belgique toutefois, le pays qui nous intéresse, il est bon de les mentionner.

On y remarque deux formes : *la fabrique disséminée* ou industrie à domicile où les ouvriers travaillent chez eux mais pour le compte de patrons qui souvent achèvent le travail ; *la fabrique ou usine agglomérée*, groupement des ouvriers dans le même atelier, imposé le plus souvent par la nécessité de travailler à proximité de la machine. Cette dernière forme tend de plus en plus à se substituer à l'autre qui se rapproche beaucoup de la petite industrie. Il y a une tendance manifeste et d'apparence insurmontable à substituer la grande industrie à la petite et plus spécialement l'organisation du travail dans de grandes usines.

Ce n'est point seulement par la création de grandes usines et de grands magasins que le capitalisme moderne en Belgique est parvenu à concurrencer très sérieusement la petite industrie et le petit commerce. C'est surtout par une concentration suprême (application des trusts américains et des cartels allemands) des divers groupes de production et d'intermédiaires. Un coup d'œil jeté sur cette

concentration, une étude rapide des syndicats industriels et commerciaux en Belgique suffira à le démontrer.

On a attribué la création des syndicats industriels et commerciaux à l'influence des Chambres de Commerce. Après avoir développé le sentiment de l'intérêt collectif parmi leurs membres, elles les ont souvent groupés, quand une crise lésait leurs intérêts professionnels, en syndicats momentanés. Elles-mêmes ont fréquemment joué le rôle de syndicats industriels. Enfin sans participer directement à la formation de ces syndicats, elles l'ont facilitée par les réunions et les relations qu'elles avaient établies entre leurs membres ; elles en ont parfois pris l'initiative officiellement. Aussi a-t-on pu dire excellemment « L'origine des syndicats de patrons se trouve évidemment dans le groupement professionnel des chefs d'industrie. On conçoit que dans des assemblées où l'on discute, où l'on étudie les intérêts professionnels, on soit naturellement amené à se demander s'il n'y a pas lieu de profiter de la circonstance qu'on est maître de l'approvisionnement et de la production dans un certain rayon pour fixer des prix de vente minima dont la limite est fixée par le

prix de revient des produits importés d'autres régions (1). »

A côté de l'influence des Chambres de Commerce il faut également noter celle des Bourses aux marchandises théoriquement consacrées et bornées au rapprochement et à la mise en présence des vendeurs d'une part et des acheteurs de l'autre, c'est-à-dire à réunir les éléments du jeu de l'offre et de la demande dont le fonctionnement automatique par la libre concurrence règle les prix des marchandises. Elles aboutissent comme les chambres de commerce à réunir fréquemment les intéressés commerçants et industriels et ces réunions suffirent souvent à faire naître la tendance à substituer la coalition à la libre concurrence. Au couple unitaire d'acheteur et de vendeur se superposèrent des groupes d'acheteurs et de vendeurs constituant un groupe collectif dont l'action collective détermina les prix des marchandises, c'est la formation d'un syndicat. Ainsi se créèrent notamment les syndicats d'adjudication par exemple à la Bourse de Bruxelles celui des constructeurs de matériel de chemin de fer, voitures et wagons dont les

(1) Bodart La concentration de l'industrie et les prix. La revue économique Anvers 15 février 1900.

membres depuis vingt ans environ s'entendent pour le partage des lots et la fixation des prix à soumissionner aux adjudications de l'Etat Belge ; celui des métallurgistes pour le prix des tôles de fer et d'acier depuis 1898 ; telle est encore l'association liégeoise des Meuniers qui a pris naissance à la Bourse de Liège.

L'organisation syndicale présente en Belgique une diversité considérable et une forte multiplicité dans les applications. La diversité tient à ce que les différentes industries ne peuvent toutes s'accomoder du même procédé.

Dans celles où les producteurs sont nombreux, les produits variés et variables, telles que la cordonnerie, la plomberie, dans celles qui sont en transformation de production et d'outillage ou dont les débouchés ne sont pas établis, il est impossible de les grouper par un lien trop serré qui entraverait la marche de ces industries et dont la gêne amènerait très vite des ruptures, nous verrons que de simples accords temporaires y sont surtout pratiqués.

Pour les industries qui exigent d'importants marchés, et dont l'étendue restreint le nombre, l'aléa doit être écarté le plus possible et une convention rigoureuse limite et règle les engagements de leurs

chefs; définitives dans leur organisation, déterminées dans leur objet, stables dans leur production, elles exigent des tarifs et des répartitions bien compris et bien établis.

La multiplicité des syndicats industriels est un fait, on les rencontre dans l'exploitation des mines de houille, la fabrication du coke et des agglomérés, dans l'industrie des carrières de porphyre, de petit granit, de sable, de pierre à chaux et à ciment, dans celle de la chaux, des ciments artificiels et naturels, dans la fabrication du zinc, des rails d'aciers, des tôles, des bandages d'acier, des tubes en fer étiré, dans la construction des machines, la fabrication des vis à bois, des clous, des boulons, de la quincaillerie, des armes, des ustensiles de ménage, des briques, des faïences, des tuiles et des carreaux, du verre à vitre, des glaces, des articles de gobeletterie, des acides chlorhydrique et sulfurique, de la benzine, de la soude, etc... Presque tous les produits sont atteints, mais de façon inégale.

Les fonctions des syndicats se sont d'ailleurs multipliées avec leur développement; tarification des produits, limitation de la production, partage des bénéfices, répartition des débouchés, études techniques, réduction des transports, tels sont les prin-

cipaux sujets de leur occupation. En définitive ils tendent à établir un monopole de fait au profit de leurs affiliés. Il faut constater ici au point de vue économique un fait : c'est qu'il serait inexact de laisser régler par le jeu de la libre concurrence les industries en général, les créations syndicales démontrent qu'elles ont besoin de s'entendre et de cohérer.

Les principales formes de groupements industriels et commerciaux qui se révèlent en Belgique sont des *Ententes* ou réunions momentanées, des *Pools* ou syndicats proprement dits, associations permanentes, des *Cartels*, simples conventions de production suivant une règle uniforme, enfin des *Trusts*, fusion en une entreprise unique, sous une seule direction commerciale et technique, des entreprises concurrentes. Ces formes ont été de toute évidence empruntées en Belgique aux formes analogues des syndicats allemands et américains. Mais il est remarquable de constater leur développement pour bien saisir quelle est la situation de la petite industrie et du petit commerce en face de ces puissantes organisations.

Bien qu'il n'entre pas dans notre étude d'examiner à fond les groupements capitalistes, nous estimons utile d'en indiquer les principaux éléments pour en

bien marquer l'étendue et l'importance. Suivons les différents spécimens de syndicats dans leur développement.

Les ententes se sont rencontrées sous 3 aspects ; ententes d'emploiement, ententes de ventes, ententes d'achat.

Les ententes d'emploiement se sont produites quand un employeur isolé ne se sentait pas assez fort pour modifier seul les conditions de travail de ses ouvriers à la suite d'une baisse des prix de vente ou d'une hausse des matières premières. Ces syndicats d'emploiement sont corrélatifs aux syndicats ouvriers créés pour soutenir et préparer les revendications des ouvriers ; devant l'armée des travailleurs se dresse celle des employeurs. Le moyen d'action de ces ententes est le lock-out ou résistance collective à la grève. Les exemples n'en sont pas rares : l'Union syndicale des patrons imprimeurs, relieurs, papetiers de Bruxelles s'est ainsi constituée en décembre 1900 à la suite d'une réclamation de fixation d'un minimum de salaire présentée par le syndicat des ouvriers relieurs, brocheurs, cartonniers, papetiers, gainiers, portefeueillistes, doreurs sur cuir et sur tranches ; la Chambre syndicale des Entrepreneurs de la Flandre Orientale est une entente d'emploiement fondée en 1867

et on l'a vue en mai 1900 décider le lock-out à la suite d'une grève des ouvriers menuisiers ; l'Union des Charbonnages dans la province de Liège est un exemple de ce genre de syndicat patronal ; l'Union des fabricants diamantaires d'Anvers, fondée en 1900 ; l'Association des constructeurs mécaniciens établie en 1874 en sont d'autres exemples.

Les ententes de vente ont pour but de modifier dans des occasions spéciales les conditions de vente par un accord temporaire, elles proviennent le plus souvent d'une hausse de matières premières ou d'un moment de crise qui menace de ruiner une industrie si l'on n'y pare pas. Elles se rattachent aussi au succès des revendications ouvrières qui amènent des modifications dans l'organisation de la production. Ainsi en février 1900 la Chambre Syndicale de fabricants de cartonnages de Bruxelles a établi une entente pour hausser de 10 % le prix des cartonnages. À la même époque l'union des fabricants d'armes de Liège décida par une entente d'augmenter les prix par suite de la hausse des prix des combustibles et des matières premières. Au début de 1900 nous voyons encore la section du tissage du Cercle commercial et industriel de Gand réunir les patrons tisseurs le 23 mars pour décider une entente d'accroissement des prix de

50% sur les plus bas de l'année 1899. Ces ententes de vente ont également pris la forme de syndicats d'adjudication : telle fut celle des patrons imprimeurs en 1893 à Bruxelles pour l'adjudication du Ministère des chemins de fer. Cette entente en vue des adjudications est à peu près permanente entre les entrepreneurs de menuiserie à Bruxelles.

Enfin on relève des ententes conclues pour limiter la production et remédier à une crise de débouchés : en 1895 les tanneurs de la Bourse aux cuirs de Tournai décidèrent de réduire la fabrication d'un tiers après une très forte baisse des cuirs.

Les ententes d'achat sont plus rares : elles servent surtout à faire échec à la hausse exagérée des prix pratiquée par un syndicat de vente de matières premières. Elles sont moins étendues. En 1895 par exemple trois des principaux fabricants de cartonnages s'entendirent à la suite d'une élévation abusive des prix par le syndicat belge des fabricants de carton pour faire une commande collective en Hollande.

A côté de ces ententes il faut mentionner les achats collectifs qui n'agissent pas sur le prix du marché mais procurent des réductions de prix par le fait de l'acquisition en gros ou au lieu d'origine. On a vu par exemple l'association des brasseurs de la province

de Liège faire en 1898 des achats collectifs de houille, la bourse aux cuirs de Tournai acheter en commun en 1897 des écorces de garouille en Algérie.

Le caractère temporaire des ententes ne leur donne pas une importance marquée dans la lutte que la grande industrie capitaliste élève contre la petite industrie. Elles sont toutefois les bases des syndicats industriels proprement dits sur lesquels nous allons jeter un coup d'œil.

Le syndicat industriel est permanent, s'il est libre et ne comporte ni convention, ni sanction c'est un pool; dans le cas contraire c'est un cartel. Nous retrouvons parmi les espèces de pools : les pools d'emploiement, les pools de vente et les pools d'achat. Les pools d'emploiement sont des groupements basés sur ce principe que toute modification importante aux conditions d'emploiement entraîne une réunion des chefs d'industrie, ils sont ou spécialement constitués à cette fin ou se rattachent à une association syndicale déjà formée. Parmi les premiers nous citerons : l'Association des Constructeurs mécaniciens constituée lors d'une grève en 1874 à Gand. Mais la seconde forme est la plus fréquente : c'est ainsi que des pools d'emploiement se retrouvent au sein du Syndicat des fabricants de briques de l'agglo-

mération bruxelloise et de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de la Flandre Orientale.

Les pools de vente sont ou des groupements à réunions périodiques pour fixer des conditions de vente ou des groupements de chefs d'industrie avant les adjudications publiques dont ils déterminent les soumissions. Les premiers sont fréquents parce qu'ils peuvent être librement abandonnés par ceux qui se jugeraient lésés puisque aucune convention ne les lie et qu'ils ne tiennent leurs adhérents que par des engagements d'honneur dont l'observation est en fait plus scrupuleuse que celle de conventions ordinaires. L'un des pools de vente les plus importants est l'Association charbonnière du bassin de Charleroi et de la basse Sambre : il remonte à 25 ans et fut sur le point de créer en 1897 un comptoir de vente pour tous les charbons du bassin de Charleroi qui aurait constitué un monopole de fait redoutable. Quelques années après la constitution de ce pool de Charleroi un autre se forme dans le Borinage l'Association houillère du Couchant de Mons. En 1894 c'est le Syndicat des fabricants de briques de Bruxelles qui relève le prix des briques. En 1899 naît le Syndicat des Gobeleteries à la suite d'une crise résultant de la hausse des matières premières. Depuis 1898 les

maîtres de forges à Bruxelles réunissent mensuellement un pool pour l'établissement du prix des tôles.

Mais c'est encore et surtout à l'égard des adjudications publiques que ces groupements d'industriels se sont formés : tandis que dans le pool général de vente l'action syndicale ne distingue pas entre les conditions particulières, l'entente, que le pool établit pour chaque adjudication spécialement, n'engage les chefs d'industrie que sur un objet déterminé et dans des circonstances déterminées. Le prix des adjudications peut devenir la base sur laquelle se passeront les contrats ultérieurs et le pool d'adjudication agit ainsi directement sur les prix du marché : tel est le cas des adjudications de charbons pour les chemins de fer de l'Etat belge. Depuis 8 à 10 ans chaque adjudication de charbons est précédée d'une réunion préparatoire tenue à Charleroi par les directeurs des charbonnages du Hainaut ; en 1900 un pool des fabricants de briquettes s'est constitué pour les adjudications des Chemins de fer de l'Etat. Bien avant, il y a 20 ans, se place le Syndicat des constructeurs de locomotives qui les groupe tous en vue des adjudications de locomotives pour l'Etat belge. Un pool analogue réunit les constructeurs pour

les adjudications de voitures et wagons de chemins de fer. Le nombre de pools est considérable, ils existent pour la vente des pavés et des produits concassés, pour les adjudications de bière dans les hospices, pour la faïencerie, la gobeletterie, les rails d'acier. Ils sont même devenus internationaux pour quelques-uns de ces produits.

Les pools d'achat sont à peu près aussi rares que les ententes d'achat, ce sont ou des groupements pour fixer les prix d'acquisition ou pour répartir entre les adhérents les achats effectués en commun. Les premiers n'existent guère ; les autres sont plus fréquents ainsi les fabricants de sucre s'entendent pour se répartir les cultivateurs qui leur livrent des betteraves ; de même les fabricants de briquettes se sont réunis pour la répartition des achats de brai.

Les pools ne conservent pas toujours leur forme rigoureuse, la liberté des adhérents n'est pas entière quoiqu'ils ne soient pas comme dans un cartel liés par une convention étroite, les actes sont contresignés par les affiliés là où il y a des statuts. Tel est le cas du syndicat des raffineurs de sucre dont les réunions comportent des procès-verbaux signés par les syndiqués et dont les parts sont cessibles ; tel encore le Syndicat des rails d'acier (Aciéries Cockerill, Boil, d'Augleur, d'Ongrée et de la Providence).

Les cartels sont des groupements contractuels, syndicats industriels où les chefs d'industrie se soumettent aux conditions de production réglées par une convention. Ils sont souvent des transformations de pools. Le Syndicat des coques belges a pour origine un pool de vente : l'Association des producteurs de coke de Belgique, constituée en 1880 et transformée en cartel par une convention de 1894. A l'Association charbonnière des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre ont succédé le Syndicat des producteurs de terre houille de la Basse-Sambre, fondé le 1^{er} décembre 1887, et l'Association des producteurs de charbon maigre du bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre créée en novembre 1892, véritables cartels contractuels ; dans l'industrie charbonnière, citons encore le Comptoir de vente des charbons du Centre, cartel substitué le 10 février 1896 au pool des charbonnages du Centre. Le syndicat des Glaceries belges crée en novembre 1892 fonctionna comme pool jusqu'en 1889.

Les cartels ont une portée plus étendue que les ententes et les pools ; ils agissent sur l'emploiement, la vente, l'achat, les débouchés, le chiffre de la production, la qualité des produits et les profits. Nous insistons sur ce fait qu'ils reposent sur une convention, ont un caractère juridique et même la personnalité

civile lorsqu'ils prennent la forme de sociétés civiles ou commerciales.

Jetons un coup d'œil sur les diverses sortes de cartels belges. Par les cartels d'emploiement les employeurs s'engagent réciproquement à former une coalition patronale et les principaux types de cet engagement sont : ou de n'appliquer que les conditions d'emploiement prescrites par la convention ou de s'organiser en lock-out qui contraint chaque affilié à congédier son personnel dès qu'une grève a lieu chez l'un des syndiqués ; ou la création d'une caisse de secours et de résistance à la grève ; enfin l'engagement de produire à la place de l'affilié qui subit une grève. En voici des exemples : en avril 1900 le Syndicat mixte l'Union établit un cartel contre la grève des typographes de Bruxelles convenant de n'employer que des ouvriers non syndiqués. Le 1^{er} mai 1900, le syndicat des fabricants de tissus de Renaix se forme en cartel pour dresser le lock-out à l'occasion de revendications ouvrières appuyées de menaces de grève. En 1901, nous constatons l'établissement d'une caisse d'assurance contre la grève par le syndicat des directeurs de charbonnages du Hainaut. La même organisation se révèle entre les carrières d'Ecaussines, Soignies, Félu y et Maffle en 1898, lors de la grève

des carrières d'Ecaussines. Le syndicat des filateurs et tisseurs de Gand pratique à la fois le lock-out et l'assurance contre la grève. C'est en 1896 que naquit le syndicat des fabricants de drap de Verviers après une grève de tisserands : constitué d'abord en caisse de résistance, il vient d'adopter la règle du lock-out. le lock-out a été appliqué aux ouvriers de Verviers durant de longs mois de l'année 1906 et ce n'est qu'avec des grosses difficultés qu'il s'est terminé par un arrangement.

L'organisation syndicale importante, celle qui dresse contre la petite industrie et le petit commerce le mouvement d'une redoutable concurrence est à coup sûr celle des cartels de vente.

Ce sont les plus nombreux et les plus connus des syndicats qui se sont adaptés à presque toutes les formes industrielles ou commerciales et ont créé des organes spéciaux pour réaliser leurs fins. On les voit établir des conditions de vente, régler une répartition des ventes, créer la participation, limiter la production, fonder des comptoirs centraux de vente ; le tout appuyé bien entendu sur un fond de capitaux énormes qui permettent à la combinaison adoptée de durer et de résister.

Les cartels de conditions de vente types fixent un

prix de vente obligatoire pour tous les affiliés : l'Association cotonnière de Belgique s'est constituée sur cette base en octobre 1899 pour imposer le prix des filés de coton. L'Union des fabricants de chocolat en a fait autant en avril 1900 pour le prix des chocolats ; celui des confiseurs également à la même époque. Dès le 12 juin 1896, l'Union des fabricants d'allumettes passa une convention entre ses membres pour établir un cartel de prix. Le Syndicat international des munitions d'armes formé en 1898 entre la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche, règle en un cartel qui lie toute cette industrie en Belgique les prix de ses produits suivant un tarif fixé.

Bien que les cartels ne résistent pas toujours à cause de la difficulté du contrôle d'observation de la convention conclue, nous croyons, pour bien montrer leur domaine d'action, devoir signaler les cas où ils se sont créés sans durer : un syndicat de fabricants de bougies belges et hollandaises dure de 1883 à 1893, ceux des émailleries, de bonneterie de Leuze et celui des maîtres de forges ne durèrent qu'un an.

Les cartels de répartition de vente servent à limiter la concurrence également par un autre moyen que la tarification des prix, ce moyen consiste à répartir

entre tous les syndiqués toutes les ventes qu'ils opèrent à un prix dont ils sont maîtres, une zone de débouchés ou un quantum de vente est réservé à chaque producteur. Ce procédé est pratiqué par exemple par l'Association des producteurs de charbon maigre du bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre que nous avons mentionné plus haut et son dérivé le Syndicat des producteurs de terre houille de la Sambre. Le Comptoir de vente des Glaceries belges a établi par une convention du 15 mars 1900 une répartition de débouchés par zones. Le Syndicat belge et allemand des cokes créé en 1894, le Syndicat belge, français et allemand d'acide chlorhydrique et sulfurique depuis 1889, l'Union internationale des fabricants de vis à bois qui date de 1888 sont autant de cartels de répartition de vente où la grande industrie belge s'est engagée. On voit encore ici l'étendue de ces conventions.

Dans les cartels de participation, c'est par une répartition de bénéfices entre les syndiqués sur la base d'un prix minimum et de quotités fixées par la convention que l'on procède. Leur influence est beaucoup moindre que celles des précédentes et ils sont peu nombreux à cause des fraudes qui s'y glissent trop facilement. Nous n'avons à signaler que le

Comptoir général des engrais chimiques, né en 1895 mais restreint à l'exportation et le Cartel de participation des maîtres de carrières de Soignies, Ecausines, Félu y et Maffle qui fondé en 1898 n'a plus guère de consistance.

L'un des éléments de crise industrielle est surtout la surproduction, aussi ne doit-on pas s'étonner de rencontrer des accords passés pour limiter la production. Ces cartels de limitation de production procèdent soit par l'imposition du chômage, soit par la prohibition d'accroissement de l'outillage industriel. L'association cotonnière de Belgique conclut ainsi un cartel de chômage qui se pratiqua pendant une période de deux mois à la fin de l'année 1899 pour écouler le stock des filés de coton. Pendant une période de crise de 1885 à 1895 le Syndicat international des producteurs de zinc fit un cartel de limitation de la production. Le caractère de ces cartels de limitation est de se rapprocher beaucoup des ententes car fondés pour parer à une crise généralement passagère, ils ne durent point, et sont momentanés. Leur durée est toutefois généralement supérieure à celle des simples ententes.

Les comptoirs de vente sont le mode le plus développé d'organisation syndicale en Belgique, ils

concentrent toute l'organisation commerciale de la vente des producteurs syndiqués qui ne conservent que la direction technique de leurs usines. Ce mode de cartel s'allie toutefois à une réglementation ou limitation de la production. Les uns sont des sociétés anonymes tels que le Syndicat des charbonnages liégeois 1887, le Syndicat des Cokes 1894, le Comptoir de vente des charbons du Centre 1898. Une convention est passée entre le syndicat et chacun des industriels syndiqués ; l'assemblée plénière de ceux-ci décide souverainement la classification des produits et leurs prix de vente, la détermination de la participation de chaque affilié pour chaque catégorie et qualité de production, la réduction ou l'augmentation de la production. Elle décide les conditions de vente et de paiement, l'admission de nouveaux adhérents, les mesures à prendre pour les frais de gestion, les pertes éventuelles, le fonds de réserve. Les syndiqués cèdent au syndicat le droit de vente de toute leur production à un prix minimum d'achat.

D'autres fois le cartel de vente est une société en nom collectif, c'est le cas de la Société pour la vente des produits des carrières de Lessines constituée définitivement en 1888 et renouvelée en 1898 pour 10 ans. Dans un de ses rapports le Directeur gérant déclarait

que : « Son action a été très heureuse, la société s'est d'abord attachée à réduire la production qui était trop forte et l'a mise en rapport avec la demande, les prix sont devenus rémunérateurs, la main-d'œuvre s'est relevée et la prospérité des affaires a eu son contre-coup favorable dans l'industrie de nos carrières. » Le Syndicat des carrières de sable rentre dans la même catégorie.

Enfin on rencontre dans ces cartels de vente la forme de la société coopérative : les carrières de Tournai 1898 et le Comptoir de vente des Glaceries belges 1897 en sont des exemples.

(1) « Les comptoirs de vente sont parmi tous les cartels de vente les organisations les plus complètes ; en dominant à la fois les prix et la production et en assurant le service de contrôle ils garantissent l'efficacité des syndicats industriels que les institutions momentanées ou aléatoires des ententes, des pools et des cartels de prix, de répartition, de participation ou de limitation ne peuvent généralement assurer aussi complètement. Les cartels de vente sont le dernier stade de l'évolution syndicale en Belgique, ils sont l'aboutissement des transformations de l'orga-

(1) De Leener. — Les Syndicats industriels en Belgique.

nisation de l'industrie en ententes et en pools. Par leurs fonctions diverses que synthétise leur forme supérieure, le comptoir de vente, les cartels satisfont aux besoins de l'industrie en lui assurant débouchés, stabilité et profits. »

Les cartels d'achat ne doivent guère retenir l'attention. Toutefois il est bon de noter en parallèle aux cartels de vente sous la forme de comptoirs, les comptoirs d'achat qui en constituent l'utile et presque nécessaire contrepartie. Aussi les trouvons-nous dans les syndicats industriels les plus importants tels que l'Union des fabricants d'allumettes de 1896 où il est convenu que les achats de bois, de zinc, de chlorate et autres matières de l'industrie se font en commun et par quantités considérables. Citons encore le Syndicat des Consommateurs de brai constitué en 1894 par les fabricants de briquettes dont les membres doivent pratiquer toutes leurs acquisitions au comptoir, lequel opère lui-même ses achats en gros sur le chiffre de consommation probable des adhérents indiqué par eux au début de l'année. L'Union sucrière, société coopérative d'achat de sucreries des Flandres s'est réalisée en 1901 pour l'achat des betteraves sous les auspices du Syndicat industriel des fabricants de sucre des Flandres. En

1895 les sept principaux et gros tailleurs de diamants ont créé le Syndicat anversois des diamants pour l'achat des diamants bruts.

On a pu dire des cartels en Belgique qu'ils réalisent l'organisation syndicale sous tous ses aspects.

Il est cependant nécessaire de noter que l'industrie belge ne s'est pas arrêtée là, à l'imitation de l'Amérique, elle a abordé la forme plus définitive du Trust ou de la fusion en une entreprise unique sous une seule direction commerciale et technique des diverses entreprises concurrentes. L'Association métallurgique pour la fabrication du coke, société anonyme datant de 1901 et le Trust des Glaces exécuté en avril 1903 en sont des modèles.

Nous venons de voir combien est sérieuse la concurrence que font au petit commerce et à la petite industrie les grandes industries capitalistes, passons maintenant à l'étude de la concurrence faite par les organisations socialistes.

Quel a été le mouvement auquel se sont livrées les organisations du parti socialiste belge et comment ce mouvement a-t-il engendré en parallèle et en face du mouvement capitaliste et patronal une concurrence qui devait former la deuxième machine de l'étau où

allaient s'emprisonner la petite industrie et la petite bourgeoisie ? Nous allons essayer de le montrer.

Le parti ouvrier belge a été fondé à Bruxelles le 9 Avril 1885, il n'était en réalité que l'aboutissement d'autres groupements plus anciens et moins généraux. L'un d'entre eux notamment, la société des tisserands gantois remonte à 1857, il s'occupe à côté des intérêts corporatifs de questions politiques. Il forma le premier groupe de la section gantoise de l'Internationale et fonda en 1880 la célèbre coopérative Vooruit qu'il fournit d'argent et d'hommes. Cette coopérative devint le pivot du parti socialiste flamand qui contribua pour une large part à la fondation du parti ouvrier belge. A côté de la société des tisserands gantois s'établit la société des fileurs. Après quelques grèves qui furent, à cette époque où existait encore la loi sur les coalitions, (art. 414 C. Pénal français originaire) assez durement réprimées, ces sociétés réussirent à faire prévaloir leurs revendications notamment au point de vue de l'abolition du truck system et de l'augmentation des salaires. En 1860 les métallurgistes s'organisèrent à leur tour et ces 3 groupes formèrent la Fédération des Ouvriers gantois.

Plus tard, l'Association Internationale des travail-

leurs entra en jeu et fonda en Belgique des sections, dont le syndicat des tisserands gantois et d'autres agrégats tels que les Francs ouvriers de Verviers dans l'industrie de la laine, la Solidarité de Fayt (Hainaut) dans l'industrie charbonnière, composèrent les premiers éléments. Si l'on y joint diverses sociétés de résistance de l'agglomération bruxelloise on a un aperçu du mouvement socialiste en 1867.

L'Association internationale ainsi représentée lutta fortement en 1869, 1870 et 1871 pour obtenir la réduction du temps du travail et la journée de dix heures. Elle y parvint à l'aide de grèves. Son organe était le journal " La Liberté " qui disparut en 1874.

L'Association Internationale avait jeté les premiers ferments de la lutte économique qui devait se développer. La dissolution par suite des scissions qui s'y produisirent et des conflits qui naquirent dans les théories entre les partis qui la composaient, les révolutionnaires français et les trade-unionistes anglais, puis les collectivistes allemands avec l'école de Karl Marx, laissa un parti socialiste belge indépendant dont le chef fut César De Paepe. Typographe et médecin, ancien directeur de la section bruxelloise de l'Association Internationale, celui-ci se mit résolument entre la théorie proudhonnienne et française

qui acceptait la propriété individuelle et le collectivisme marxiste qui le rejetait et si ce ne fut lui, ce furent du moins ses idées qui triomphèrent dans la rédaction du programme du parti ouvrier belge dû à ses disciples.

Vers 1876, le mouvement socialiste semblait cependant enrayé avec la désagrégation de l'Association Internationale ; mais la reconstitution des sections belges commencée le 4 janvier 1875 par la Chambre du travail, Fédération des sociétés ouvrières bruxelloises, continuée par les Gantois vers le milieu de 1876, fit reprendre un nouvel essor aux idées socialistes. Ces groupes reconstitués prirent l'initiative d'un pétitionnement en faveur de la réglementation du travail des enfants et d'accord avec la Fédération d'Anvers convoquèrent toutes les associations ouvrières de la Belgique pour jeter les bases d'une union ouvrière belge. Le principe en fut accepté, mais la constitution en devint irréalisable par suite de discussions : les uns, comme les Wallons, s'opposant à l'action politique, les autres, comme les Gantois, voulant absorber dans une centralisation absolue tous les groupes de l'Union et leur enlever toute autonomie.

Ces scissions provoquèrent l'établissement du

Parti ouvrier socialiste flamand d'un côté avec les Gantois, et du Parti socialiste brabançon avec les ouvriers de Bruxelles de l'autre côté.

Néanmoins elles s'atténuèrent et sous l'influence de l'ouvrier marbrier Bertrand aujourd'hui député de Bruxelles et dont l'organe " La Voix du Peuple " devint celui de la Chambre du travail de Bruxelles, on arriva à réunir un congrès dont sortit le 12 janvier 1879 le Parti socialiste belge.

Ce parti commença son action sur deux terrains : la politique, en organisant une campagne en faveur du suffrage universel ; l'économique, en créant le mouvement coopératif. C'est en effet de 1880 que date la fondation du " Vooruit " de Gand.

Le parti socialiste belge n'était toutefois qu'un fragment de l'organisation des travailleurs, nombreuses étaient les sociétés ouvrières plus modérées sur le terrain politique, qui n'y figuraient pas. Beaucoup d'entre elles aussi s'étaient cantonnées sur le terrain mutualiste et n'envisageaient d'autres raisons de se grouper que celle de s'assurer mutuellement surtout en cas de maladie.

Un nouveau congrès tenta de réunir toutes ces forces dispersées en convoquant à ses délibérations les délégations de toutes les sociétés ouvrières belges

sans exception, à Bruxelles, le 5 avril 1885. Le Vooruit de Gand, le Werker d'Anvers, la Fédération alors récente des ligues ouvrières et fédérations démocratiques de Bruxelles, groupes nettement socialistes et politiques, se rencontrèrent avec l'Union verrière de Charleroi, l'Association générale ouvrière de Bruxelles et d'autres associations encore plus préoccupées de la défense des intérêts corporatifs et du développement des institutions mutualistes.

Du conflit des idées naquit la conception et la création d'un parti large, mais de classe cependant, qui prit le nom de Parti Ouvrier. « Qui dit “ Parti ouvrier ” écrivait De Paepe plus tard, dit parti de classe, et dès lors que la classe ouvrière se constitue en parti, que voulez-vous qu'elle soit autre chose dans ses tendances et dans ses principes que socialiste et républicaine ? »

C'était le groupement des travailleurs de toute espèce, manuels et intellectuels. Il est bon de signaler que la motion proposée au Congrès de 1885, d'écarter du groupement les travailleurs intellectuels fut repoussée à une forte majorité et n'a jamais été reproduite depuis.

L'organisation du Parti ouvrier belge est en somme des plus simples, il se compose de 26 fédéra-

tions régionales dont les principales ont leur centre à Bruxelles, Gand, Liège, Verviers, Louvain, Mons, Anvers, Charleroi et Jolimont, (petit village du centre de la Belgique, placé au cœur de l'immense agglomération industrielle du Hainaut).

La structure des fédérations comprend une société coopérative de consommation autour de laquelle se groupent des sociétés mutuelles, des chambres syndicales et des cercles politiques. Le parti ouvrier belge est dirigé par un conseil général, dont le bureau de 9 membres, élu par le congrès annuel du parti, est choisi parmi les membres du parti habitant la ville où siège le conseil. Le conseil comprend, outre son bureau, 1 délégué par fédération régionale et par 5.000 membres, sans qu'il puisse y en avoir plus de 3 et un délégué par fédération corporative.

Quel est donc le programme du Parti ouvrier belge ?

La Belgique socialiste a emprunté aux Anglais leur self help, l'association libre, principalement sous sa forme coopérative ; aux Allemands la tactique politique et les doctrines fondamentales sur la propriété et la socialisation des moyens de production ; aux Français leur tendance idéaliste, leur conception du socialisme comme un prolongement de la philosophie

révolutionnaire et comme une religion nouvelle, renouveau du christianisme relevant les humbles comme par un coup de baguette magique de leur situation inférieure dans la société idéale.

Ce que nous avons à retenir c'est la tactique économique, la progression de l'association libre coopérative. C'est bien là le cheval de bataille du parti ouvrier belge et nous ne saurions mieux faire que de citer l'opinion de Monsieur Vandervelde le député belge qui est le chef incontesté de ce parti à l'heure actuelle. « Ce sont(1) dit-il, les multiples applications du principe coopératif qui donnent au parti ouvrier belge, sa physionomie propre, ses caractères originaux. Les mutualités, les syndicats, les groupes politiques, les réunions rurales qui se rattachent à nos grandes coopératives de consommation, n'en sont pour ainsi dire que des accessoires, des dépendances, les chaloupes d'un transatlantique, les torpilleurs qui accompagnent un cuirassé. Aussi est-ce contre le Vooruit, la Maison du Peuple et les autres coopératives socialistes que nos adversaires dirigent leurs plus énergiques efforts. On a d'abord ameuté contre elles les gens du petit commerce, on leur a opposé ensuite

(1) Le socialisme en Belgique par Destree et Vandervelde, 1903 p. 67.

des coopératives rivales ou de grandes sociétés capitalistes constituées dans le but de les écraser... Mais il est trop tard. La révolution coopérative est trop avancée pour qu'il soit possible d'enrayer par des obstacles artificiels le prodigieux développement de l'activité ouvrière.... Comment viendrait-on à bout de cet Etat dans l'Etat, de ce parti ouvrier belge qui dispose aujourd'hui de 500.000 suffrages, qui a couvert le pays de ses Maisons du Peuple, et qui dispose d'un trésor de guerre beaucoup plus considérable que celui des autres partis ? C'est pourquoi le gouvernement hésite, tergiverse, temporise, retire d'une main ce qu'il donne de l'autre, accorde du crédit à la Maison du Peuple et suscite des procès au Vooruit, promet aux petits commerçants des satisfactions illusoires, fournit aux sociétés coopératives des avantages effectifs, et pendant que les classes dirigeantes reconnaissent de plus en plus leur impuissance à diriger la transformation sociale qui s'opère sous leurs yeux, le parti ouvrier poursuit sa marche en avant, développe incessamment son infra-structure et sur le rocher de son organisation économique s'apprête à fonder la puissance politique du prolétariat ».

Tout en faisant la part de l'exagération bien naturelle chez un chef de parti qui en vante les œuvres

et les bienfaits, nous devons constater que l'examen des organisations coopératives nous en démontre l'importance et la force.

Le mouvement coopératif a commencé à prendre de l'extension en Belgique depuis 25 ans, date de la fondation des pharmacies populaires de Bruxelles et surtout du Vooruit, boulangerie coopérative de Gand. Jusque là le type coopératif sans être délaissé n'offre point d'exemples très vigoureux. La propagande de l'Association internationale des travailleurs avance bien en Belgique la formation d'un certain nombre de sociétés coopératives de consommation, consistant surtout en magasins d'épicerie, de denrées coloniales et de farines mais elles périclitèrent avec l'affaiblissement de l'Internationale, et en 1878 il n'y avait en Belgique que 13 coopératives légalement reconnues comprenant 6 banques populaires dont les membres, chose à noter, étaient des artisans et des petits bourgeois en grande partie(1).

Mais dès 1880, fondation du Vooruit, l'extension se marque très fortement. De 1885 à 1894 il s'en crée 417, plus de 45 par an ; au 1^{er} janvier 1901 le nombre en dépasse 1800 de toutes catégories. Elles englobent 86000 adhérents. Dans tous les centres le pivot est

(1) Louis Bertrand. Histoire de la Coopérative en Belgique.

une coopérative de boulangerie copiée sur le Vooruit. Prenons parmi ces coopératives deux des principales : le Vooruit de Gand et la Maison du Peuple de Bruxelles, la première qui comptait en 1889 3000 adhérents en comptait 7000 en 1901, la seconde qui en comprenait 3500 en 1889 en comprenait 18000 en 1901 et ces chiffres n'ont pas cessé d'augmenter. Si l'on songe que ces coopératives primitivement attachées à la seule boulangerie s'occupent aujourd'hui à peu près de toutes les branches de la consommation, on peut se rendre compte de la concurrence très vive qu'elles représentent vis-à-vis du petit commerce libre.

Il est évident que la progression n'a fait que s'accroître depuis 1893, l'exemple de la coopérative Le Progrès, coopérative des ouvriers du Centre (Hainaut) est assez démonstratif. Fondée en 1886, elle compte aujourd'hui plus de 1500 membres, elle a élevé de vastes et nombreux locaux à Morlanwez, Houdeng, Ecaussines et La Louvière, sous le nom de Maisons du Peuple, A la boulangerie se sont adjoints une boucherie, trois pharmacies et une vaste brasserie, au 31 décembre 1900, l'actif de la société était représenté par 884.916 frs, et le passif par 800.468, le bénéfice était réparti en partie en ristournes, en partie dans la caisse d'amortissement.

La Maison du Peuple de Bruxelles est actuellement malgré une résistance acharnée la plus forte boulangerie de Belgique ; fondée en 1886 elle présentait au 30 juin 1901 un actif de 2.743.937 frs. et un bénéfice de 247,984 frs. soit plus de 10 %/. On y trouve aussi à côté de la boulangerie fondamentale, une boucherie, une épicerie, un aunage ou débit d'étoffes, un commerce de charbon, un cabaret. En 1899, elle faisait édifier un local nouveau qui a coûté 1.200.000 francs.

La situation du Vooruit de Gand est analogue et on a pu dire qu'il n'y a pas un quartier de Gand où l'on ne voie flotter les jours de fête le drapeau rouge du Vooruit. Quatre pharmacies, sept magasins d'épicerie, une vaste fabrique de pain, des ateliers pour la cordonnerie, la métallurgie, la fabrication des cigares et sur la célèbre place du Vendredi les magasins et ateliers de confections, incendiés en 1897, que l'on a reconstruits en les embellissant, tel était le patrimoine collectif que possédaient en 1903 les 6000 ouvriers de fabrique dont le salaire maximum ne dépassait pas 2 fr. 50 par jour.

Remarquons enfin qu'à côté de ces grandes coopératives, il y en a beaucoup de petites qui vendent généralement toutes sortes d'objets : épiceries, vête-

ments, chaussures, outils, farines, articles de ménage; leur chiffre d'affaires varie de 150.000 à 200.000 francs et le bénéfice qu'elles obtiennent s'élèvent de 12 à 20 %.

Les coopératives de consommation ont révolutionné en Belgique l'industrie du pain, elles ont, en inaugurant le système de la grande production, fait baisser le prix presque de moitié, non seulement pour les coopérateurs mais pour les clients des autres boulangeries, cela est vrai aussi dans une proportion moindre mais très appréciable pour les autres industries.

La propagande économique des socialistes ne s'est point limitée aux villes, elle a débordé dans les campagnes et est parvenue à y installer ses institutions coopératives. Le système a consisté à établir dans les milieux ruraux des sociétés filiales de celles qui existaient dans les villes. On a pu relever trois sociétés de production : la laiterie d'Herfelingen, le Lion Rouge d'Alost pour les tabacs, la coopérative Le Soleil (de Zon) à Zèle. Les sociétés de consommation sont des organisations de répartition provenant de groupements installés dans les villes et faisant parvenir dans les campagnes leurs produits. Elles fournissent ainsi surtout des confecti-
ons, des

étoffes, des farines, épiceries, lard, pétroles et autres denrées. La boulangerie coopérative réussit moins à la campagne où l'on a conservé l'habitude de récolter son blé et d'en faire le pain de ménage.

En définitive on n'exagère donc rien en disant que l'organisation économique du parti socialiste a abouti à créer une concurrence écrasante pour la petite industrie et le petit commerce indépendants et a constitué un fort appoint dans la crise qu'ils traversent.

* La petite industrie et le petit commerce sont-ils cependant absolument écrasés entre les deux mâchoires de cet étau : la grande industrie ou le grand commerce capitaliste et la coopérative ouvrière ? Cela dépend. La grande industrie capitaliste ne semble triompher que pour les produits où le fini de la main-d'œuvre est un élément secondaire, où le point essentiel réside dans le bon marché résultant de la production en masse comme l'industrie textile, les produits d'alimentation, de subsistance et de couverture. Mais la petite industrie résiste dans les travaux de luxe tels que celui de la dentelle et dans certaines productions où l'habileté de la main-d'œuvre garde son importance comme la photographie, la coiffure, la ferronnerie, le vêtement sur mesure, dans celles où

il est impossible de fabriquer en masse comme dans la pharmacie, la boulangerie, dans de nouveaux métiers, l'électricité par exemple qui débute à l'instar de toutes les industries naissantes, par petites étapes.

Mais les coopératives d'une part et les bazars où l'on vend de tout et les grands magasins qui forment d'autre part les principaux types du grand commerce capitaliste ont bien en apparence tenu en échec le petit commerce, et celui-ci qui constitue la grande partie des classes moyennes semble à l'heure actuelle sinon débordé, du moins sérieusement atteint.

De quelle façon la petite bourgeoisie peut-elle se maintenir au lieu de disparaître dans l'anonymat des sociétés capitalistes ou dans celui des organisations ouvrières ? Elle ne le peut qu'en s'attachant à perfectionner ses aptitudes à la confection de produits spéciaux qui excluent la production en masse, en imitant les organisations concurrentes par l'usage des groupements et des associations tels que les magasins, les comptoirs de vente et d'achats en commun. Nous aurons à voir si ces moyens ont été employés et si l'on n'en a point préconisé d'autres.

Les effets de la concurrence collective sur la petite industrie sont faciles à constater, depuis 1900 la hausse de 10 % sur le prix des cartonnages établie

par la Chambre syndicale des fabricants de cartonnages de Bruxelles a forcé les petits fabricants à réduire leur coût de production par l'emploi de matériaux inférieurs et leur a fait perdre des clients au profit des fabricants syndiqués. *

En juillet 1898 les petits fabricants diamantaires ont dû constituer la société coopérative de diamant pour l'achat direct de diamants bruts sur le marché de Londres. Bien mieux on voit la petite industrie du diamant essayer elle-même de la forme trustive pour résister. La société de Hoop a été constituée en 1899 par neuf fabricants (*eigenwerkmakers*) pour l'exploitation de 87 meules à tailler ; une autre société De Toekonist fondée en 1900 réunit 10 *eigenwerkmakers* qui y exploitent 107 meules.

Si l'on trouve toutefois des syndicats dans la petite industrie (cordonnerie, construction, quincaillerie, armes à feu), c'est surtout dans la grande industrie qu'ils se sont développés.

La diminution du coût de production, la division du travail, la répartition géographique des ventes, la régularisation de la production, l'extension des débouchés, les progrès techniques, l'accroissement du capital, la réduction des types de production, celle des risques commerciaux, tous ces aboutis-

sants de l'action collective patronale ou ouvrière sont autant de causes de difficultés pour la classe moyenne dans laquelle il semble que cette action collective se produise malaisément.

C'est surtout sur le commerce que l'influence des syndicats se fait sentir. Le progrès comporte la réduction des opérations commerciales aux strictes fonctions que nécessitent la satisfaction des besoins des consommateurs et l'alimentation de la production. Les syndicats réduisent le nombre des intermédiaires, ainsi les courtiers d'Anvers ont été supprimés par le Syndicat des consommateurs de brai, qui depuis 1894 achète directement le brai aux usines anglaises.

Les syndicats de charbonnages ont réduit le nombre des intermédiaires commerciaux en affermant la vente des charbons au détail à des sociétés qui ont éliminé les petits marchands. Les voyageurs et les représentants des entreprises syndiquées ont été supprimés par la représentation en bloc par les agents des comptoirs de vente. D'autre part les syndicats ont supprimé ou réduit le crédit, les syndicats des raffineurs de sucre, les syndicats des cokes, les coopératives ouvrières vendent au comptant. Enfin la réclame qui est devenue une nécessité du commerce moderne prend dans les syndicats la forme collec-

tive moins onéreuse que la forme particulière, elle peut même être supprimée quand par le groupement la concurrence est à peu près abolie.

On est donc amené à constater qu'« au principe du régime de la concurrence, que d'aucuns ont appelé l'anarchie dans la production, s'oppose lentement un principe social longtemps resté latent dans l'industrie c'est le principe de l'association qui se révèle par les progrès de l'esprit collectif, fruit de la nécessité et de l'éducation. Le développement syndical de l'industrie réalise entre les chefs d'industrie la coopération à laquelle Spencer ramène tout le progrès social. Il semble que l'organisation syndicale de l'industrie infirme cette thèse fondamentale de Marx que plus le système capitaliste progresse et plus s'accroît l'opposition des intérêts de la classe capitaliste et de la société, le pessimisme de Marx n'est pas confirmé par les faits. Le monopole du capital réalisé par les syndicats industriels n'est pas une entrave au mode de production capitaliste, au contraire il la fait progresser en substituant l'ordre au hasard. »

En résumé il apparaît que placées entre deux organisations collectives industrielles et ouvrières, les classes moyennes, la petite bourgeoisie n'ont guère d'autres ressources que de les imiter et de recourir à leur tour à ce genre de méthode.

Nous aurons à voir dans quelle voie s'est engagée la petite bourgeoisie en Belgique et ce qu'elle a tenté de faire. Il faut toutefois remarquer qu'elle a fini par comprendre l'utilité du groupement et de l'entente commune puisqu'elle a établi des congrès annuels qui cherchent à démêler les causes de la difficulté des situations moyennes et à y apporter des remèdes.

Mais avant d'étudier les moyens qui lui permettraient de combattre les dangers qui la menacent dans le monde économique moderne, nous croyons utile de considérer les griefs formulés par la petite bourgeoisie contre le régime actuel.

De toutes ces plaintes il n'en est pas qui soit dans les rangs de la petite bourgeoisie plus fréquente que celle qui s'élève contre les coopératives y compris ce qu'on appelle groupes dans le pays de Liège. C'est à tort qu'elle a cru voir dans la guerre contre les coopératives le pivot des réformes qui peuvent la sauver, mais elle est assurément fondée à réclamer des réformes destinées à ramener les coopératives au but de leur institution, à ne pas les laisser sortir de leurs attributions.

Leur objet doit être de faire des opérations aux-

quelles participent leurs membres et dont ceux-ci se partagent les bénéfices. On devrait aussi exiger d'elles la publicité des bilans, de la 1^{re} des membres, de la nomination des gérants, prescriptions auxquelles elles se soustraient trop facilement.

Aux coopératives proprement dites nous pouvons joindre les magasins alimentaires industriels c'est-à-dire des magasins où les patrons sont autorisés à fournir à leurs ouvriers avec retenue sur le salaire, les denrées, combustibles et les vêtements sous la condition expresse de ne faire aucun bénéfice sur ces marchandises. Il est inutile de montrer le tort causé par cette concurrence au petit commerce.

Un des vœux les plus fréquemment émis a été de voir proscrire par la loi les grands magasins. Il serait intéressant de savoir en vertu de quels principes, à notre époque, la petite bourgeoisie s'octroierait le droit de défendre à des individus associés la vente de certaines marchandises. Les grands magasins détruisent le petit commerce par suite de deux causes : l'amointrissement des frais généraux, le principe de vente au comptant et à petit bénéfice et quelquefois même vente à perte de l'article réclame. Ils ne se contentent pas, disent les partisans de la petite bourgeoisie, de ruiner le petit commerce en devenant le

seul client de la petite industrie, ils se rendent maîtres des cours ; ils pèsent sur le petit patron industriel et vendeur qui devient leur esclave.

Si les griefs que la classe moyenne fait au régime économique actuel sont nombreux, leurs desiderata peuvent se ramener presque toujours à une demande de réglementation de la liberté de la concurrence.

Que les petits commerçants et les petits industriels aient à lutter chaque jour, ce n'est pas contestable, mais c'est à tort selon nous que certaines personnes s'imaginent que bientôt disparaîtra cette classe sociale. Les socialistes en particulier se sont plu à répandre cette idée émise par Karl Marx que les faibles forces des classes moyennes allaient être écrasées et que la lutte du grand capitalisme et du prolétariat restés seuls en présence sur les ruines de la classe moyenne provoquerait la crise finale.

Cette prédiction ne semble pas devoir se réaliser. Monsieur Brants (1) nous dit que d'après le recensement belge des industries et des métiers au 31 octobre 1896, la très petite industrie (pas d'ouvriers), la petite industrie (moins de cinq ouvriers), et la moyenne industrie (cinq à cinquante ouvriers),

(1) Brants : La petite industrie contemporaine.

comptaient ensemble 99,27 % des entreprises et occupaient 56,07 % du personnel occupé, patrons compris.

Si maintenant nous envisageons le petit commerce, nous sommes obligés de reconnaître que les grands bazars et les grands magasins se rencontrent plus souvent qu'autrefois dans les grandes villes. Mais est-ce à dire pour cela que le petit commerce a disparu ? assurément non, et bien des villages et des petites villes voient prospérer des petits commerçants de toute espèce.

Nous avons vu que malgré toutes les difficultés qui ont surgi avec les nouveaux principes économiques, les classes moyennes subsistaient et n'avaient nullement l'envie de disparaître. Mais combien elles seront plus puissamment armées pour lutter le jour où sans arrière pensée elles emploieront pour vaincre les moyens qu'on leur propose.

Ces moyens sont nombreux, les petits industriels et les petits commerçants doivent s'attacher à ne livrer que des produits de bonne qualité, ils doivent chercher à se spécialiser, ils doivent enfin s'efforcer de faire ou de débiter des produits originaux qu'on ne trouve pas chez leurs concurrents.

Mais il est surtout un moyen souvent suggéré par

les amis de la petite industrie et du petit commerce, pour les aider à se maintenir sur le terrain des luttes économiques, nous voulons parler de l'association.

Souvent, nous l'avons dit, la petite bourgeoisie se plaint de la concurrence effrénée que lui font les capitaux accumulés sous forme de coopératives ou de sociétés anonymes, pourquoi n'userait-elle pas de l'association pour lutter à armes égales avec ses concurrents ?

En effet grâce au groupement du capital le petit industriel pourra acheter à meilleur compte les matières premières, il se procurera un crédit à un taux peu élevé, il aura à sa disposition des appareils perfectionnés lui permettant de réduire ses frais, il aura enfin la facilité de s'instruire des procédés nouveaux.

Le petit commerçant de son côté, outre le crédit qu'il pourra se procurer, ne manquera pas d'avoir un magasin bien monté, de prendre part aux adjudications, de livrer avec rapidité les marchandises achetées, de s'enquérir du goût du client, etc.

Pour arriver à ces résultats, la petite bourgeoisie ne doit pas compter seulement sur les pouvoirs publics, elle doit s'organiser, elle doit surtout comprendre qu'il est grand temps pour elle de se débarrasser de ses préjugés individualistes, elle doit en un mot s'aider.

Elle n'a du reste qu'à jeter les yeux sur les organisations industrielles et commerciales de l'Allemagne devenues prospères grâce à l'entente des petits patrons et sans aller si loin elle n'a qu'à se tourner vers l'agriculture qui se félicite des syndicats agricoles.

Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue c'est que l'association, le groupement des petits industriels et des petits commerçants a pour but de consolider leur situation et non de leur substituer de vastes entreprises collectives. L'association doit leur laisser l'autonomie de leur exploitation, la personnalité de l'entreprise, aussi faut-il éviter de la préconiser comme remède partout et toujours.

Il est des cas où le petit commerce et la petite industrie sont appelés à se sauver sous la vieille forme individuelle, il en est d'autres où la grande industrie et le grand commerce seront toujours victorieux malgré tous les efforts.

Ceci est une réalité scientifiquement établie par l'expérience. Nous avons vu dans quelles catégories d'industries et de commerces les concentrations syndicales sont possibles ; ce sont celles-là qui semblent devoir rester fermées à jamais à la petite bourgeoisie et il est certain qu'elle sera contrainte de plus en plus de se confiner dans les métiers et les commerces

adaptés à son tempérament et à son genre de travail. Il lui restera seulement dans son milieu à tendre à l'amélioration de sa situation, peut-être en empruntant beaucoup aux institutions de la classe industrielle et de la classe ouvrière et en les transplantant dans son sein.



TITRE II.

Les initiatives belges en faveur de la petite bourgeoisie. - Les premières tentatives.

Les Congrès Internationaux

Au cours du dernier siècle des transformations économiques et sociales comme le perfectionnement du machinisme, la création des chemins de fer, les sociétés mises en action, sont venues bouleverser la vie et la prospérité du petit commerce et de la petite industrie. Les classes moyennes obtinrent bien en Belgique quelques réformes législatives, par exemple la réglementation des ventes à l'encan et du colportage ou la révision des patentes, mais il n'y avait pas de programme d'ensemble.

Nous ne pouvons manquer de citer ici, bien qu'il s'agisse plutôt d'une tentative de réorganisation de la corporation ancienne, l'initiative de M. Helleputte, professeur d'architecture à Louvain, qui en 1878 groupa les maîtres et ouvriers qui venaient d'achever la construction d'un vaste collège. Cette association dont le but est de développer le sentiment

de l'honneur professionnel, de défendre les intérêts du métier et de travailler au bien-être moral et matériel de ses membres, groupa bientôt d'autres métiers.

Ces guildes de métiers et négoce comme on les appelle, constituées à Louvain, Bruges et Anvers, rendent de grands services notamment en matière d'enseignement et assurent généralement de bons rapports entre patrons et ouvriers.

Lors de l'enquête belge de 1886 sur la condition des ouvriers de l'industrie, des hommes clairvoyants signalaient déjà le problème social des classes moyennes. M. Lagasse, inspecteur général des Ponts et Chaussées, envisage dans son étude sur les coopératives la situation pénible du petit commerce, il affirme que le progrès des sociétés coopératives ne peut s'étendre à toutes les branches de l'industrie et conseille la lutte au moyen de l'association.

Longtemps la petite bourgeoisie se contenta de se lamenter sur la concurrence que leur faisaient les coopératives, ce fut M. Gérard Cooreman qui le premier dans la séance du 27 juin 1896, au Sénat, dénonça toute l'ampleur du problème, en déclarant la classe moyenne « indispensable au règne de la bonne harmonie dans la société ».

Quelque temps après, le collègue échevinal de Gand,

en réponse à une pétition lancée par le Burgerkring au Cercle bourgeois de Gand, habilement conseillé par Messieurs Cooreman et Pyfferoen, décida le 7 janvier 1897 d'instituer une Commission d'enquête sur la situation de la petite bourgeoisie. Un questionnaire sommaire fut envoyé à tous les artisans et petits détaillants de la ville et un autre questionnaire plus important fut remis aux associations et personnes susceptibles de s'intéresser à la question. Les premiers résultats ne furent guère brillants et la commission employa les rapports écrits.

Voyant la nécessité d'études préalables approfondies, M. Gérard Cooreman pendant son passage au Ministère du Travail s'empessa de créer un bureau devant s'occuper exclusivement des questions relatives à la petite bourgeoisie.

C'est également dans ce but que par la loi du 31 mars 1898 le législateur étendit la capacité des unions professionnelles favorisant non seulement les groupements entre ouvriers, mais aussi entre petits industriels et petits commerçants. Ceux-ci désormais pourraient se livrer en commun à l'étude des questions intéressant leur état, s'éclairer mutuellement sur leurs intérêts professionnels et même au besoin fonder, comme nous le verrons plus tard, des œuvres

durables en dehors de toute idée de lucre immédiat.

L'année suivante, à la demande de M. Théodor et de M. Cooreman, les membres de la Chambre allouèrent une somme de 5.000 francs au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour favoriser la diffusion de l'esprit d'association économique et professionnelle parmi les petits commerçants et les petits industriels ainsi que chez les ouvriers.

Un subside de 5.000 francs a été mis dernièrement à la disposition du Ministère de l'Industrie et du Travail en vue de procurer l'amélioration de l'outillage chez les artisans. Le Gouvernement a également subsidié et patronné l'exposition internationale du petit outillage à Gand en 1904.

Ce qui peut encore nous donner une idée de l'importance que le Gouvernement semble attacher à l'étude de ce problème, consiste en ce fait qu'un arrêté royal du 15 avril 1903 établit une décoration syndicale. Elle pourra être décernée : 1° aux personnes qui auront rendu des services signalés dans l'organisation et l'administration des sociétés coopératives établies dans l'intérêt des classes moyennes ; 2° aux promoteurs et administrateurs d'unions professionnelles.

Grâce à l'activité de M. Pyfferoen , profes-

seur à l'Université de Gand, qui auparavant avait été chargé de faire des enquêtes sur l'enseignement professionnel en Angleterre et en Allemagne, un congrès international se réunit à Anvers en septembre 1899.

Ce congrès placé sous le haut patronage du Ministre de l'Industrie et du Travail, se composa des délégués étrangers, des hommes de science, des hommes politiques et des représentants d'associations qui exposèrent leurs desiderata. Ce congrès étudia particulièrement des questions relatives au crédit, aux coopératives, aux syndicats professionnels et à la réglementation du colportage, des déballages.

Toutes ces questions ne furent pas étudiées à fond sans doute, mais des jalons étaient posés et les congressistes nommèrent une Association pour l'étude et la défense des intérêts de la petite bourgeoisie.

Cette commission présidée par M. Julien Koch a pour objet de mettre à l'étude les questions économiques et législatives qui touchent aux intérêts de la petite bourgeoisie, de provoquer des débats, de publier des mémoires et des tracts.

Ce fut elle qui prépara le second congrès international de la Petite Bourgeoisie, qui se tint à Namur

au mois de septembre 1901. Le Syndicat des Voyageurs, employés, négociants et patrons de Namur chargé d'organiser le congrès, répartit en quatre sections les questions à débattre : association et enseignement, crédit, questions fiscales et judiciaires, réglementation du travail et de la vente.

Ce nouveau congrès et des publications très documentées sur la petite bourgeoisie notamment celles de MM. Pyfferoen et H. Lambrechts prouvèrent que l'on s'y intéressait dans toutes les classes de la société. Aussi quelques membres influents des Chambres obtinrent-ils qu'un arrêté royal du 17 avril 1902 nommât une Commission de 27 membres, composée de 8 parlementaires, 8 économistes, 8 personnes appartenant aux classes moyennes et 3 fonctionnaires représentant le Département de l'Industrie et du Travail, celui des Finances et des Travaux publics et celui de la Justice.

Ils furent chargés d'examiner attentivement les vœux exprimés dans les congrès « afin de voir s'ils n'appellent pas de nouvelles mesures destinées à mieux garantir le jeu normal de la concurrence et à favoriser davantage le progrès et l'essor des classes moyennes ». Cette commission devait diriger l'enquête, en tirer les conclusions et préciser les

mesures que ses investigations et ses études pourraient suggérer.

Cette enquête devait revêtir une triple forme : enquête écrite au moyen de questionnaires envoyés à divers groupes organisés ; enquête orale grâce à des comités régionaux formés par la Commission dans son sein ; enfin études monographiques.

L'enquête terminée en novembre 1904, la Commission commença l'étude des mesures destinées à améliorer le sort des classes moyennes.

La première section ayant pour mission de s'occuper plus particulièrement des questions d'apprentissage et d'enseignement professionnel, a terminé ses travaux et la Commission nationale vient de terminer en séance plénière l'examen des rapports, elle recommande l'enseignement professionnel scolaire et même post scolaire.

La seconde section relative à l'association et au contrat d'emploi n'a pas terminé ses travaux d'étude. « Par une bizarrerie provenant de circonstances personnelles, nous dit M. Pyfferoen dans une brochure toute récente,(1) elle a consacré d'abord son activité à élaborer un projet de loi sur le contrat de travail

(1) O. Pyfferoen : La Commission nationale de la petite Bourgeoisie, Union de la presse professionnelle de Belgique.

des employés, ce qu'on a appelé le contrat d'emploi. Cette matière nous paraît plutôt accessoire au point de vue des petits patrons. L'assemblée plénière vient d'aborder les propositions de la section concernant les unions professionnelles, elle abordera ensuite le rapport sur les sociétés coopératives ».

Les trois autres sections s'occupant du crédit, de la fiscalité, des bourses de commerce, frais de justice et sujets divers ont commencé en octobre 1905 et n'ont pas fini leurs travaux.

Cette vaste enquête habilement menée sera assurément d'une importance capitale pour remédier aux maux dont souffre la petite bourgeoisie.

En 1902 le Congrès international de la petite bourgeoisie se tint à Amsterdam, les comités belges y prirent une part importante. Ce congrès nous intéresse moins, bien qu'international il se compose d'une énorme majorité de nationaux hollandais et la plupart des questions sont traitées au point de vue spécial de la situation et des lois du pays. De plus à Amsterdam on s'occupe fort peu de la petite industrie, la classe moyenne paraît se concentrer dans le groupe des boutiquiers et détaillants. Comme toujours on combattit les coopératives et un vote fut émis d'exclure les fonctionnaires de l'administration des

coopératives, on s'occupa également du crédit, de l'enseignement professionnel, de l'heure de clôture des magasins, de sociétés d'achat mais ici plus qu'en Belgique l'individualisme paraît fort ancré.

Le Congrès de 1903 a été fixé à Lille, il n'eut pas lieu.

La même année 1903 le succès des congrès internationaux de la petite bourgeoisie et peut-être aussi l'exemple de l'association internationale pour la protection légale des travailleurs donnèrent l'idée de fonder un institut international se proposant l'étude et la discussion des questions économiques concernant les classes moyennes à l'exclusion de toutes questions confessionnelles ou politiques.

Le comité se compose de membres d'honneur, de membres effectifs, douze au plus par pays représenté et de membres correspondants ayant seulement voix consultative. Un comité central comprenant deux délégués par pays, élus pour 3 ans, est chargé de renseigner le secrétariat permanent établi à Bruxelles et dont le directeur est Monsieur Stevens, directeur de l'enseignement industriel et professionnel en Belgique.

Le Comité central a tenu une session à Bruxelles les 2-3 mars 1904 et a décidé l'organisation d'un congrès international des classes moyennes urbaines et

rurales à Liège en août 1905. Le programme comprenait deux parties : une partie générale et une partie spéciale.

Dans la première partie le congrès étudie la législation dans ses rapports avec les classes moyennes urbaines et rurales. Un rapporteur est désigné dans chaque Etat.

La partie spéciale comprend trois questions :

1° L'enseignement technique et professionnel dans les classes moyennes.

2° La transformation de l'outillage et spécialement les petites machines et les petits moteurs dans les métiers.

3° L'organisation du crédit pour les classes moyennes.

L'association pour l'étude et la défense des intérêts de la petite bourgeoisie réunie en 1904 sous la présidence de Monsieur Koch a de son côté arrêté l'organisation d'un congrès national de la petite bourgeoisie à l'occasion de l'exposition de Liège.

Ce congrès s'est réuni à Liège le 18 septembre 1905 et comprit trois sections : la première s'occupa des intérêts généraux de la petite bourgeoisie ; la seconde de l'enseignement professionnel et la troisième du crédit professionnel.

Tous ces efforts n'ont pas été vains, la petite bourgeoisie en a déjà senti les effets et tout nous porte à croire que le gouvernement saura parfaire son œuvre avec la diligence que comportent les graves intérêts qui y sont engagés.

TITRE III

*Les résultats d'une campagne d'opinion. --
Interventions gouvernementale et législa-
tive. -- Les efforts autonomes de la
petite bourgeoisie.*

« On a fait bien peu de chose en faveur des classes moyennes » disait au Congrès d'Anvers 1899 le vice-président M. Gustave Francotte. Ces paroles ne pourraient plus être dites de nos jours. Le gouvernement belge poussé par l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche, a senti la nécessité de répondre aux vœux exprimés par les classes moyennes et a déjà fait beaucoup pour elles.

De leur côté les petits industriels et les petits commerçants ont suivi le conseil que leur avait donné au même congrès M. Funck Brentano, de chercher surtout leur salut en eux-mêmes, de compter sur leurs propres forces, sur leur propre initiative.

Ce fut l'idée d'association qui se présenta tout d'abord à l'esprit de ceux qui frappés des transfor

mations économiques et sociales survenues dans le cours du dernier siècle, ne voulurent pas laisser les classes moyennes succomber sous le poids de leurs puissants adversaires.

A la puissance des gros capitaux réunis pour fonder des coopératives ouvrières et des sociétés anonymes et grands magasins il fallait opposer la force du groupement, il fallait opposer l'association des faibles tout en leur laissant leur indépendance.

Cette idée ne fut pas dès le début partagée par les intéressés, leurs journaux, leurs réunions n'indiquaient pas généralement l'association comme remède efficace à la crise. La pensée de s'unir pour défendre leurs intérêts communs leur semblait un épouvantail et il fallut plusieurs années pour les persuader de se débarrasser des préjugés individualistes qui tôt ou tard les mèneraient à la ruine.

Si tous n'ont pas su vaincre leur égoïsme, il en est beaucoup aujourd'hui qui ont enfin compris que l'association leur était nécessaire ; que l'isolement les ferait inévitablement sombrer. Dans les petites comme dans les grandes villes nous trouvons de nos jours en Belgique de multiples combinaisons qui permettent aux petits patrons associés de lutter avantageusement avec ceux qui par l'importance de

leurs affaires et de leurs établissements sembleraient devoir seuls prospérer.

Il est assez difficile de classer les diverses associations qu'ont formées en Belgique les petits industriels et les petits commerçants, nous prendrons comme division générale les associations générales et les associations locales, les unes s'occupant des intérêts communs à tous les petits bourgeois ou encore à tout un genre d'industrie ou de commerce, les autres s'occupant d'une profession déterminée dans tel rayon fixé ou encore ayant un but précis d'assistance profitable à plusieurs professions.

CHAPITRE PREMIER

LES ASSOCIATIONS GÉNÉRALES

Les associations générales sont de vastes fédérations, des groupements de sociétés ayant pour but de réunir les desiderata des sociétés affiliées, de discuter leurs propositions et de défendre leurs intérêts communs.

Certaines de ces associations s'occupent des questions relatives à toute la petite bourgeoisie, d'autres au contraire s'occupent de l'amélioration du sort de certaines professions déterminées.

SECTION PREMIÈRE

FÉDÉRATIONS GÉNÉRALES

Dans ce premier groupe nous pouvons ranger certaines associations très vivantes comme par exemple l'Association pour l'étude et la défense des intérêts de la petite Bourgeoisie, la Fédération nationale du commerce, de l'industrie et de la petite propriété et enfin la plus importante et la plus connue le Syndi-

cat général des voyageurs, employés, négociants et patrons.

Fondée en 1900, l'Association pour l'étude et la défense des intérêts de la petite Bourgeoisie a son siège à Anvers. Son président M. Julien Koch et son secrétaire M. Schoonheydt ont été les organisateurs du Congrès de Namur en 1901 et de celui de Liège en 1905.

Cette association a pour objet de mettre à l'étude les questions économiques et législatives qui touchent aux intérêts de la petite Bourgeoisie, de provoquer des débats à leur sujet, de publier des mémoires et des tracts. Elle propage la pratique des groupements, recueille les griefs et signale les vœux aux pouvoirs compétents, elle organise, comme nous l'avons vu, des congrès, enfin elle contribue à la diffusion de l'enseignement professionnel et de l'esprit de solidarité et de la charité chrétienne.

Le comité permanent de l'Association se compose des membres du bureau général du Congrès d'Anvers et des présidents et vice-présidents des sections de ce congrès, il comprend en outre les délégués de chacune des associations qui ont adhéré à ce congrès ou qui dans la suite ont adhéré aux statuts et ont obtenu leur affiliation.

Le comité permanent peut s'adjoindre un nombre variable de membres élus par lui par cooptation sans que leur nombre puisse dépasser le tiers du nombre des délégués. Le comité permanent peut établir des sections régionales ou des sections chargées de l'étude de questions déterminées approuvées par ce même comité. Un bureau choisi dans ce comité exécute ses décisions.

Chaque association affiliée a droit à un délégué si elle comprend moins de 500 membres, à deux délégués si elle compte au moins 500 membres, à trois, si elle compte au moins 2.000 membres.

Pour couvrir les frais, la cotisation annuelle a été fixée pour chaque société à 20 francs pour trois délégués, 15 francs pour deux et 10 francs pour un ; éventuellement un droit d'entrée pourra être exigé.

L'Association pour l'étude et la défense des intérêts de la petite Bourgeoisie groupait à la fin de l'année 1904, 35 sociétés.

Après s'être activement occupée de l'enquête permanente sur la situation de la petite bourgeoisie, elle s'est intéressée à la question de la loi sur les accidents du travail, du petit outillage. Elle a obtenu du Ministre de l'Industrie et du Travail de faire examiner dans ses bureaux le changement qu'elle a proposé à la loi

autorisant l'installation des magasins alimentaires industriels si préjudiciables au petit commerce et même aux ouvriers dont le salaire est quelquefois presque entièrement retenu par le patron devenu commerçant.

Mais son action ne se confine pas dans un travail de bureau, elle se manifeste également au dehors, à ses frais elle met à la disposition des sociétés affiliées des conférenciers qui traitent les questions économiques et sociales et propagent surtout l'idée d'association.

A côté de cette vaste association, nous pouvons placer la Fédération nationale du commerce, de l'industrie et de la petite propriété, titre qu'a pris depuis 1904 l'ancienne Fédération nationale du commerce, de l'industrie et de l'agriculture fondée en 1896.

Comme la précédente cette association a pour but de mettre en commun tous les efforts des sociétés affiliées afin de faire triompher les réformes inscrites au programme. Toutefois il suffit de lire un de ses organes « l'Echo du commerce et de l'industrie » pour se rendre compte de l'ardeur qu'ils montrent à défendre leurs intérêts. « Sachons, disait-il, faire abdiquer nos opinions devant nos intérêts, et unissons-nous tous, aussi bien sans esprit de parti que sans esprit

de concurrence pour marcher à la défense d'une cause qui nous est propre ».

Et en effet malgré les statuts qui déclarent que la Fédération ne fait pas de politique aux dernières élections communales d'Anvers les membres ont fait passer seize candidats partisans de leur programme dont la moitié appartenait au parti libéral, l'autre au parti catholique. Ils ont de plus présenté des candidats aux élections législatives de 1906, et font paraître en particulier dans leur journal flamand « De Noodklok » (la cloche d'alarme) des articles très virulents contre les sociétés capitalistes et les coopératives ouvrières.

Au mois de décembre 1904 une pétition a été adressée à M. de Smet de Naeyer, chef du cabinet et aux autres ministres, formulant les vœux de la fédération au sujet des coopératives de l'Etat. Elle reconnaît qu'il est impossible de supprimer les coopératives, qu'à l'origine même leur but était très respectable puisqu'il était d'améliorer la situation matérielle des ouvriers et des petits employés jouissant d'un traitement peu élevé. Aujourd'hui au contraire tous les fonctionnaires appartenant à l'ordre hiérarchique supérieur y sont entrés et exercent sur leurs subordonnés une influence incontestable qui ne se fait pas sentir seulement dans les

bureaux et ateliers mais encore en dehors. D'autre part ces employés de l'Etat, par la position qu'ils occupent, peuvent au moyen de documents officiels tels que correspondances, télégrammes, bordereaux d'expédition, envois d'échantillons, etc., connaître toutes les fournitures et surtout les prix des produits.

Pour remédier à ce préjudice grave causé au petit commerce, la Fédération demandait au ministère d'ordonner et de faire exécuter les modifications suivantes : « Ne pourront faire partie des coopératives de l'Etat que les agents de l'État ou pensionnés n'exerçant aucun commerce ou emploi et ayant un traitement ou pension inférieurs à 1800 francs. La vente à des tiers est interdite sous peine d'exclusion. Défense pour tous les agents de l'Etat d'occuper dans le conseil d'administration une fonction rétribuée directement ou indirectement. Stricte observation de la loi de 1873 relative au dépôt des bilans et des listes des membres. Tenue d'une comptabilité régulière et remise d'une statistique annuelle par le conseil d'administration des coopératives de l'Etat. Celle-ci renseignera à côté du traitement de chaque coopérateur, les achats faits par celui-ci dans le courant de l'année écoulée, ceci afin de pouvoir déterminer les abus qui se commettent actuellement.

La Fédération du commerce, de l'industrie et de la petite propriété se déclare également opposée aux syndicats pour l'achat en commun souvent préconisés par les défenseurs des classes moyennes et en particulier par M. Lambrechts. Que deviendra alors le commerce de gros, dit-on, que deviendront ces employés, magasiniers, ouvriers et voyageurs de commerce, à leur tour ils deviendront des concurrents ou grossiront les rangs des socialistes. Il suffirait aux commerçants et industriels, disait M. Berckmans, secrétaire général de la Fédération, de se réunir pour se renseigner sur le prix actuel de ces matières, sur les causes des fluctuations de prix mais à chacun d'eux appartiendrait le soin de se fournir les matières là où il veut et quand il veut.

A cette fédération sont affiliées de nombreuses associations et en particulier les Burgersbonden ou cercles de bourgeois d'Anvers, Bruxelles, Louvain, Bruges, Gand.

C'est surtout le Syndicat général des voyageurs, employés, négociants et patrons qui nous donnera une idée de l'active propagande qui se fait en Belgique en faveur du relèvement des classes moyennes.

Fondée en 1891 sous le nom de Syndicat général des voyageurs, employés et patrons, cette association

révisa ses statuts à la fin de l'année 1899 et s'appela alors Syndicat général des voyageurs, employés, négociants et patrons.

Il comprenait à la fin de l'année 1905, 32 sociétés et environ 9.000 membres. Ce syndicat comprend des voyageurs de commerce, des employés, des négociants et des patrons ; chaque syndicat particulier choisit un délégué par 100 membres, avec minimum de deux et maximum de sept par comité, afin de former un conseil fédéral.

Pour l'exécution des décisions et mesures prises par le Conseil fédéral, un bureau est nommé renouvelable par tiers tous les ans ; ce bureau d'accord avec l'autorité religieuse, désigne un aumônier général, car si le Syndicat général se défend d'être une société politique, il est essentiellement catholique, ce qui fait que dans certaines villes, à Gand par exemple, il s'est fondé une association ayant un but analogue à celui du Syndicat général mais à tendance libérale appelée l'Association des voyageurs de commerce.

Au sein de la Fédération est formée une caisse de réserve alimentée par les cotisations payées par les chambres syndicales, chaque membre effectif paie une cotisation annuelle de 6 francs plus un droit d'entrée de 1 franc, des membres honoraires paient 10 francs,

enfin des membres protecteurs paient 50 francs ou plus.

Grâce à ce fonds de réserve qui atteint actuellement le chiffre de 30.000 francs, la Fédération indemnise les membres victimes d'accident de transport et de travail. L'évènement qui a engendré l'accident doit être en relation avec l'entreprise commerciale ou industrielle au triple point de vue du lieu, du temps et de la cause et ne pas être la conséquence d'une faute lourde, de l'ivresse ou d'une imprudence manifeste. Les indemnités sont calculées à raison de 2 fr. 50 par jour sans que la somme totale puisse en aucun cas dépasser le maximum fixé à 250 francs et ce à partir du quinzième jour après l'accident, et en cas de décès les héritiers ont droit à une indemnité de 250 francs, les ayants-droit doivent prévenir la caisse en temps et de la façon déterminés dans les statuts.

Cette caisse de réserve a aussi pour but de venir en aide par des prêts aux comités régionaux et aux sociétés affiliées dans certaines circonstances spéciales dont l'appréciation est laissée au Conseil fédéral. Elle prête également aux caisses de secours mutuels établies dans les comités et momentanément en déficit.

A côté de cette caisse d'accidents et indépendante

de la première existe la caisse de pension atteignant le chiffre de 20.000 francs qui accorde annuellement des subsides à chaque membre porteur d'un livret de la Caisse générale d'épargne de retraite de l'Etat ; les subventions venant s'ajouter aux versements personnels des membres ainsi qu'aux subventions de l'Etat et des provinces augmentent d'autant les rentes acquises aux porteurs de livrets ; la répartition de ces subsides se fait annuellement en tenant compte des versements effectués par les membres.

La Fédération a pour organe le Bulletin du Syndicat général des voyageurs, employés, négociants et patrons, envoyé gratuitement aux membres tous les huit jours. C'est un des services les plus importants, innombrables sont les questions qui ont été étudiées dans ce journal depuis son origine.

Une commission spéciale de trois membres du Conseil fédéral a la charge de veiller au service financier du bulletin, elle tient une comptabilité spéciale et rend compte annuellement de son administration au Conseil fédéral qui l'alimente grâce à la caisse de réserve dont nous avons parlé plus haut. La partie officielle du journal comprend la publication des procès-verbaux et avis de toutes les chambres syndicales, ce qui sert d'exemple et d'émulation

entre les diverses chambres syndicales. Il publie en outre un chapitre de jurisprudence commerciale rédigé par un avocat et enfin un service permanent d'offres et de demandes d'emplois gratuit pour les membres seulement. Les personnes étrangères au syndicat peuvent moyennant paiement y faire des offres d'emploi et y faire insérer des annonces. Tout service de placement est absolument gratuit pour les membres des comités affiliés.

Une part considérable revient au Syndicat général des voyageurs, employés, négociants et patrons dans la formation du Syndicat bourgeois du petit outillage de Bruxelles dont nous parlerons plus loin.

On doit encore à ce Syndicat général, la société coopérative de construction ou d'achat de maisons à l'usage de ses membres, appelée la Maison du syndicataire.

Etablie à Bruxelles en 1901 cette société a pour but de procurer aux classes moyennes les avantages que la loi du 9 août 1889 a réservés aux ouvriers ou à ceux dont la profession peut leur être assimilée. La Maison du syndicataire au contraire ne prête pas pour les habitations ouvrières, elle ne consent des avances que pour la construction ou l'achat de maisons d'habitation et cela jusqu'à concurrence de 95 % au plus.

Ce qui est surtout intéressant pour les petits bourgeois, c'est que ces prêts consentis sont conclus avec combinaison d'assurance mixte sur la vie, l'assuré est certain de disposer d'un capital déterminé au bout d'un certain nombre d'années et s'il vient à mourir avant l'expiration du terme fixé, les bénéficiaires désignés dans le contrat toucheront le capital qui servira à rembourser le prêt. L'opération comprend donc deux parties : un prêt pour lequel l'emprunteur s'engage à payer 4 % et une assurance mixte pour laquelle l'emprunteur s'engage à payer une prime annuellement déterminée.

Pour faire partie de la société coopérative la Maison du syndicataire, il faut être membre du Syndicat général, être présenté par deux membres de la société coopérative, adhérer par écrit aux statuts, être agréé par le Conseil d'administration et souscrire une part sociale au moins dont on doit verser le dixième soit 10 francs, plus 1 franc, coût du titre de coopérateur.

L'emprunteur a la faculté d'effectuer des remboursements anticipatifs et de réduire s'il le veut la durée de l'assurance mixte et même le montant de l'assurance de la somme remboursée.

Cette combinaison de prêt avec assurance mixte offre de nombreux avantages à l'emprunteur, elle ne

dépasse guère le loyer d'une maison prise en location et les frais d'entretien incombant au locataire ; de plus l'emprunteur étant propriétaire de sa maison du jour où l'acte d'emprunt a été passé devant notaire, il peut la vendre sous la seule condition de rembourser à la société le solde encore dû sur le prêt qui lui a été consenti. Enfin le prêt avec assurance mixte a ce grand avantage sur le prêt remboursable par annuités, de libérer l'immeuble de toute charge en cas de décès de l'emprunteur. Mais dira-t-on l'emprunteur n'est pas toujours susceptible de contracter une assurance-vie. la société a prévu les cas exceptionnels et elle a établi un barème qui varie pour un prêt de 1000 francs d'une durée de 5 ans fait à 228,49 francs jusqu'au prêt de même somme pour 30 ans 60,20 fr. Inutile de dire que ces immeubles doivent être assurés à une compagnie agréée par la société.

Nous venons de voir comment la Fédération s'efforce de créer par tous les moyens les œuvres, les institutions destinées à rendre service à la petite Bourgeoisie, mais elle ne se borne pas à cela. Grâce à l'activité incessante de son président M. Attout-Sœnens et surtout de son secrétaire général M. Antoine Dalle, elle se montre partout où il est question de

l'amélioration des classes moyennes, dans les congrès elle fait discuter des rapports très intéressants et dont la modération au point de vue des idées fait qu'ils sont généralement accueillis favorablement par les représentants du gouvernement. Elle propose, discute et lutte si courageusement que ses demandes sont toujours étudiées avec bienveillance et sont souvent couronnées de succès.

Il nous paraît intéressant, après s'être rendu compte de ce que fait la Fédération, de considérer ce que fait à son tour le comité de Bruxelles que nous prendrons comme type des chambres syndicales qui lui sont affiliées.

La Fédération tout en exigeant des associations qui désirent s'affilier, d'adhérer à ses statuts leur laisse néanmoins beaucoup d'autonomie. Leurs œuvres sont similaires et toutes ont organisé les sections suivantes : une section de mutualité distribuant des secours aux membres en cas de maladie ; une section d'intérêts professionnels pour chacune des catégories de membres ; une section de retraite et d'assurances ajoutant, grâce à la caisse de pension instituée par le Conseil fédéral, des subsides à ceux du gouvernement et de la province en vue d'aider ses membres pour s'assurer une pension pour les vieux jours ou

favorisant les assurances sur la vie; section de charité en vue d'aider les confrères besogneux par des secours en argent; consultations juridiques gratuites, fêtes de famille, conférences, réductions diverses dans différentes maisons de commerce; enfin et surtout enseignement professionnel et cours d'anglais, d'allemand, de flamand, de sténographie, de comptabilité, de droit commercial. Tout dernièrement vient de se constituer au Syndicat de Bruxelles une nouvelle section ayant pour but de favoriser le paiement au comptant par l'escompte accordé aux clients ainsi que de faciliter les affaires aux négociants membres du comité de Bruxelles.

Le Syndicat de Bruxelles outre ses œuvres propres a encore pris une part active à la fondation du Crédit populaire bruxellois, banque d'épargne et de crédit mutuel et de la Ligue nationale contre la licence des étalages et l'immoralité. Fidèle à sa devise « Tous pour chacun, chacun pour tous » il porte ses efforts sur tous les terrains et uni par un lien solide qui est la Fédération à toutes les autres chambres syndicales, il est et sera de plus en plus le défenseur le plus ardent de la petite Bourgeoisie.

SECTION II

FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES

Les petits industriels et les petits commerçants ne se sont pas contentés de s'unir en de vastes groupements destinés à défendre les intérêts communs à toutes les classes moyennes ; certains plus profondément atteints dans leur profession par la puissance des sociétés anonymes et des coopératives ouvrières ont résolu de se défendre et ont cherché à grouper les différentes sociétés éparses en Belgique s'occupant des intérêts d'une profession déterminée.

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1905 nous trouvons à Bruxelles la Fédération nationale des bouchers de Belgique datant de 1894 et faisant paraître mensuellement un journal français-flamand appelé la Boucherie belge. Cette fédération rayonne actuellement sur toute la Belgique, c'est l'une des plus nombreuses fédérations professionnelles du pays. Elle s'est employée surtout à faire diminuer les frais d'abattoir, à organiser des syndicats d'achats et de ventes en commun par voie d'adjudication, à créer une commission arbitrale dont les décisions sont sans appel, souvent on s'en rapporte uniquement à l'arbitrage du président de la Fédération,

enfin à faire voter le principe de l'assurance contre les accidents de travail à une caisse commune.

A côté d'elle mentionnons la Fédération nationale des patrons boulangers belges fondée en 1885, l'Association centrale des patrons boulangers de Belgique ayant toutes deux leur organe, le Syndicat général des patrons plombiers de Belgique fondé en 1897. L'année 1905 a vu naître de nouvelles fédérations citons la Fédération nationale belge des syndicats de la bijouterie, de l'horlogerie et des industries qui s'y rattachent, la Fédération générale des entrepreneurs de peinture de Belgique, d'autres encore sont en formation.

Nous ne nous attarderons pas à étudier ces divers organismes, leur rôle consiste principalement à organiser des congrès, à réunir les vœux des différentes associations locales que nous étudierons dans le chapitre II et à présenter et défendre ces vœux devant les autorités gouvernementales.

CHAPITRE II

LES ASSOCIATIONS LOCALES

Nous venons de voir dans le chapitre précédent la place importante que tiennent les fédérations dans le mouvement syndical, c'est que les associations locales ont souvent intérêt à demander lumière, force, direction au centre formé par leur fédération

Toutes les associations locales ne font pas partie de fédérations et celles qui en font partie n'en conservent pas moins une grande autonomie.

Il se forme des groupements ayant pour but tantôt de défendre les intérêts d'une profession déterminée, tantôt de défendre les intérêts communs à toute la petite bourgeoisie en leur procurant un avantage déterminé, le crédit par exemple.

Toutefois ici il s'agit non plus tant d'un intérêt général que de l'intérêt pécuniaire des membres, les associations locales ont surtout en vue le bénéfice, commerçants et industriels s'unissent pour faire concurrence aux coopératives ouvrières, aux grands magasins et aux grands bazars.

Il s'est trouvé dans les différents congrès dont

nous avons parlé des orateurs qui ont prétendu que l'on ne saurait pas vaincre l'esprit de routine et d'individualisme du petit commerçant et du petit industriel. « On ne cesse de répéter, disait M. Vander Cruyssen au Congrès d'Anvers, que la petite bourgeoisie se jalouse, cela est souvent vrai, mais tout remède serait impossible si l'on s'en tenait à des arguties pareilles. Ce qui est mauvais doit changer et comme les intérêts de chacun sont en réalité les intérêts de la généralité, il faut prêcher la bonne entente et faire ressortir tout le bien être qui doit résulter de l'association ». Des hommes de bonne volonté se sont mis à l'œuvre et tous les jours deviennent plus nombreuses les associations de la petite Bourgeoisie.

On peut dire que l'esprit d'association dans les classes moyennes en Belgique se manifeste principalement dans trois séries de groupements : sociétés anonymes, coopératives et unions professionnelles.

Les sociétés anonymes sont une forme de sociétés commerciales destinée surtout à grouper des capitaux, de plus en plus elles tendent à devenir des affaires très importantes dont on cherche à réduire le nombre d'actionnaires sans qu'il puisse être inférieur à sept. Cette caractéristique de la société anonyme

nous fait comprendre la raison pour laquelle les associations de la petite bourgeoisie existant sous cette forme sont très rares.

Beaucoup plus nombreuses au contraire sont celles qui vivent et prospèrent sous le nom de sociétés coopératives.

La coopérative en Belgique a existé en fait longtemps avant d'être légalement reconnue, ce fut la loi du 18 Mai 1873 qui, en révisant la législation des sociétés commerciales, rangea la société coopérative au nombre des sociétés commerciales, en organisant en même temps la formation et le fonctionnement.

La société coopérative est avant tout une société de personnes, elle se compose d'associés dont le nombre et les apports sont variables, leurs parts sont incessibles aux tiers. Pour prendre cette forme, les associations sont obligées de faire des opérations commerciales.

L'acte constitutif doit, sous peine de nullité, être un acte spécial public ou sous seing privé et dans ce cas deux originaux suffisent contrairement au droit commun. Il devra indiquer le siège de la société, son objet, le nom des associés, comment sera formé le fonds social, quel en sera le minimum, il devra déterminer la dénomination et le titre choisi sera toujours précédé ou suivi des mots société coopérative.

Les statuts indiqueront en outre :

1° La durée de la société qui ne peut excéder trente ans ;

2° Les conditions d'admission, de démission ou d'exclusion des associés et les conditions de retrait de versements ;

3° Comment et par qui les affaires sociales seront administrées et contrôlées et s'il y a lieu le mode de nomination et de révocation du gérant, des administrateurs et des commissaires, l'étendue de leur pouvoir et la durée de leur mandat ;

4° Les droits des associés, le mode de convocation, la majorité requise pour la validité des délibérations, le mode de votation ;

5° La répartition des bénéfices et des pertes ;

6° L'étendue de la responsabilité des associés, s'ils sont tenus des engagements de la société solidairement ou divisément, sur tout leur patrimoine ou jusqu'à concurrence d'une somme déterminée seulement.

Si l'une de ces stipulations avait par inadvertance été omise, la société par ce fait ne serait pas nulle, la loi dans ce cas a établi la réglementation suivante :

1° La société dure dix ans ;

2° L'exclusion des associés n'est permise que pour

inexécution du contrat, l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions, et autorise les retraits de versements ;

3° La société est gérée par un administrateur et surveillée par trois commissaires élus par l'assemblée générale pour une période de six ans ;

4° Tous les associés peuvent voter dans l'assemblée, ils ont voix égale et les résolutions sont prises en suivant les règles indiquées pour les sociétés anonymes ;

5° Les bénéfices et les pertes se partagent chaque année par moitié par parts égales entre les associés et par moitié à raison de leur mise ;

6° Les associés sont tous solidaires.

Les statuts doivent être enregistrés et publiés au *Moniteur Officiel*, mais enregistrement et publication se font gratuitement.

Le gérant doit au début de chaque semestre déposer au greffe du Tribunal de Commerce la liste des associés et chaque année l'administration est obligée de déposer au même lieu le bilan approuvé par l'assemblée générale. Un prélèvement d'un vingtième au moins sur les bénéfices nets doit être affecté à la formation d'un fonds de réserve jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le dixième du capital social.

Exemptées du droit de timbre et du droit d'enregistrement pour tous leurs actes, les sociétés coopératives, sauf celles qui ont pour objet exclusif la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux classes ouvrières, sont assujetties au droit de patente.

Les petits commerçants et les petits industriels ont enfin compris qu'ils perdaient leur temps à réclamer la suppression des coopératives; utiles aux ouvriers et légalement reconnues, elles devaient subsister, ils ont fondé eux-mêmes de nombreux syndicats sous la forme de sociétés coopératives.

A ceux qui s'étonneraient qu'après avoir tant gémi sur le tort que leur faisaient les coopératives, les classes moyennes en ont fondé, nous pourrions répondre comme le faisait M. Brassine, membre de la Sauvegarde du commerce et de la petite industrie de Liège: « Quand on vous attaque avec une épée, on se sert d'une épée pour se défendre. »

Lorsque le législateur par la loi du 31 mars 1898 favorisa par l'institution des Unions professionnelles les classes ouvrières, il voulut accorder la même faveur aux commerçants et chefs d'industrie afin de leur permettre de se livrer en commun à l'étude des questions intéressant leur état, de s'éclairer mutuel-

lement sur leurs intérêts professionnels et de fonder des œuvres durables en dehors de toute idée de lucre immédiat.

La personnification civile est accordée à ces unions et à leurs fédérations à condition qu'elles n'exercent elles-mêmes ni profession ni métier et que les statuts aient été entérinés par une commission de trois membres du Conseil des Mines et publiés au Moniteur.

Néanmoins, elles peuvent faire :

1° Les conventions et notamment les achats et ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage ;

2° Les achats pour la revente à leurs membres de matières premières : semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets propres à l'exercice de la profession ou du métier de ces membres ;

3° Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres et la revente de ces mêmes objets ;

4° Toutes opérations de commission pour leurs membres, relatives aux actes prévus au 2° et 3° du présent article ;

5° Les achats de bestiaux, machines et autres

instruments et généralement de tous objets destinés à rester la propriété de l'Union pour être mis à l'usage de ses membres par location ou autrement, en vue de l'exercice de leur profession ou de leur métier.

Toutes ces opérations ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'Union qui n'est pas une société commerciale. Il est souvent nécessaire pour grouper des artisans dans le but de leur faire discuter des questions intéressant leur métier, de commencer par leur offrir des avantages immédiats et palpables et pour cela de baser l'union professionnelle sur la mutualité défendue à l'union professionnelle elle-même.

L'union professionnelle a déjà fait et fera le plus grand bien à la classe de la petite bourgeoisie, elle est appelée à lui rendre de très grands services.

SECTION PREMIÈRE

ASSOCIATIONS LOCALES PROFESSIONNELLES

Les petits commerçants et les petits industriels belges, si nous en croyons les statistiques, ont compris que l'effet du capital n'est pas modifié, qu'il soit groupé par un seul industriel ou une société commer-

ciale ou qu'il le soit pour certains objets spéciaux par de petits industriels et commerçants associés pour ces objets mêmes.

Nous ne pouvons ici faire l'énumération complète de toutes les formes d'entente qui se sont révélées en Belgique depuis quelques années, nous nous bornerons à donner quelques échantillons de ces diverses combinaisons soit pour l'achat, soit pour la fabrication et l'outillage, soit pour la vente soit pour le travail, soit enfin pour l'enseignement.

§ 1^{er}. — L'ACHAT

Qu'ils existent sans aucune constitution légale, sous la forme anonyme ou coopérative ou encore sous la forme d'unions professionnelles, les syndicats d'achat en commun n'en sont pas moins très nombreux aujourd'hui en Belgique.

Combattus même par certains défenseurs de la petite Bourgeoisie, comme nous l'avons dit plus haut, ils sont aujourd'hui hautement recommandés par d'autres ; M. Lambrechts entr'autres s'en déclare ardent partisan, l'évolution économique fait une nécessité aux petits industriels et petits commerçants de s'unir par tous les moyens pour réduire les frais

généraux de la production. Peut-on sacrifier les classes moyennes au maintien des intermédiaires, l'intérêt général ne le permet pas, trop nombreuses seraient les victimes.

Le succès de ce mode d'association pratiqué en Belgique depuis quelques années nous permet de constater les avantages suivants qui en découlent :

1° Les membres disposant d'un trop petit capital peuvent, étant groupés, acheter en gros et dans de meilleures conditions les matières premières qui leur sont nécessaires ;

2° Il permet aux membres de ne pas s'imposer un loyer plus important pour l'emmagasiner de ces produits et diminue le prix de manutention et de transport des marchandises.

3° Il facilite les relations entre gens de la même profession qui peuvent plus aisément discuter leurs intérêts professionnels.

4° Les chances de perte et de gain résultant des fluctuations sur les matières premières sont réparties entre tous les membres du syndicat, ce qui constitue pour chacun d'eux une sorte d'assurance.

Souvent le fonctionnement des syndicats d'achat se complique d'une organisation de crédit, le syndicat achète au comptant et l'affilié n'en acquitte le montant qu'après un certain délai fixé.

Les petits bourgeois n'ont pas toujours adhéré facilement à la création de ces syndicats. imbus des vieilles idées d'individualisme ils ont cru longtemps qu'ils possédaient des articles uniques au monde, tout-à-fait personnels, ils n'ont pas voulu surtout avouer facilement l'importance de leurs affaires.

Sans doute il est bien des cas où la petite bourgeoisie tire sa force de l'originalité, de la spécialité et aussi de la camaraderie existant entre acheteurs et vendeurs par suite de relations de famille et de voisinage mais précisément le syndicat n'est pas fait pour ceux qui prospèrent mais pour ceux qui luttent sans succès.

Il ne suffit pas de créer un syndicat d'achat en commun, il faut qu'il donne toute sécurité à ses membres et pour cela il doit assurer des produits de bonne qualité choisis par un homme compétent, il ne doit pas se faire des stocks de marchandises susceptibles de grandes fluctuations, il doit surtout tenir une comptabilité rigoureuse donnant lieu à des bilans exacts.

Parmi les syndicats de ce genre nous citerons parmi beaucoup d'autres la Société coopérative formée entre tailleurs et cordonniers d'Anvers, l'Union professionnelle des coiffeurs de Gand, enfin les Maîtres

tapissiers de Bruxelles dont nous nous occuperons particulièrement.

Cette société fondée en 1900 a pris la forme de société coopérative. Elle a pour objet de faire toutes opérations commerciales relatives à la tapisserie et à l'ameublement servant directement les intérêts communs de ses membres telles que achats et fournitures de matières premières, exécution de travaux pour ses membres, etc. Chaque part est de 100 francs et le minimum du capital social est de 1200 francs, chacun des associés n'est tenu que jusqu'à concurrence de la part ou des parts qu'il a souscrites.

Certaines conditions sont exigées pour l'admission dans la société. Le candidat doit être majeur, exercer la profession et être établi comme tapissier fabricant d'ameublement depuis 2 ans, il doit aussi avoir souscrit et libéré au moins une part et avoir obtenu la majorité des voix dans l'assemblée générale. Les statuts prévoient aussi certains cas d'exclusion.

L'associé démissionnaire ou exclu ne peut pas provoquer la liquidation de la société. Quinze jours après l'approbation annuelle des comptes il recevra le montant des versements effectués par lui sous déduction de dix pour cent du capital souscrit par lui. Si le bilan constatait une diminution de valeur, elle

lui serait portée en compte. Des dispositions analogues sont prises en cas de décès, de faillite ou d'interdiction d'un sociétaire.

D'après le premier bilan, le capital social était de 3.700 francs, il atteint aujourd'hui plus de 10.000 fr., le chiffre d'affaires lui permettait déjà, après avoir donné 4 % d'intérêts et avoir constitué un fonds de réserve, de faire une ristourne de 5 % au prorata des achats faits par les membres. Le chiffre d'affaires pour l'année était au 31 Mars 1905 de 35.000 francs.

Il arrive souvent que le syndicat fonde, comme œuvre connexe, une école professionnelle, c'est le cas du Syndicat d'achats en commun des Tapissiers d'Anvers qui a tout à la fois fondé un cours professionnel pour patrons traitant de l'art, de la législation, des styles et un cours professionnel pour les ouvriers, adapté à leurs besoins.

Dans le pavillon syndical érigé à l'exposition de Liège on pouvait remarquer une salle meublée dûe aux différents syndicats de tapissiers.

§ II. — LA FABRICATION

Les associations pour la fabrication sont très anciennes, ainsi à Bruges il existe des syndicats de boulangers depuis le moyen-âge, timidement ils ont fait des essais d'achat en commun pour la levure.

Ce n'est que depuis quelques années que les patrons boulangers mis en mauvaise situation par suite de la concurrence que leur faisaient les coopératives et les pseudo-coopératives, ont compris qu'il fallait généraliser ces associations.

Les coopératives ouvrières sont fondées en vue des consommateurs qui se partagent tous les bénéfices à moins qu'une partie n'en soit consacrée à la politique ou à des œuvres dont ils profitent. Les pseudo-coopératives sont de la même nature que les sociétés anonymes ordinaires mais elles en diffèrent en ce que les actionnaires ne se partagent pas les bénéfices mais les rendent aux commerçants sous forme de ristournes ou les emploient à la création d'œuvres à leur profit, ils se contentent pour leur part d'un intérêt variant suivant les sociétés.

Ici au contraire dans les syndicats de fabrication, l'union a pour but de permettre aux patrons boulangers de réaliser d'importantes économies tout en fournissant une marchandise de qualité supérieure propre à augmenter leur clientèle, on a en vue le bien des producteurs.

Dès 1901, effrayés de la concurrence que leur faisaient à Anvers quatre sociétés politiques et une société anonyme pour la fabrication du pain, certains bou-

langers de cette ville se sont réunis pour former un syndicat. Au début ils semblaient devoir trouver de nombreux adhérents mais au moment de la signature des statuts on n'en trouva plus que vingt-quatre.

Les organisateurs ne se découragèrent pas, ils ont créé rue Courte de la Digue une boulangerie centrale avec un outillage perfectionné, toutefois ce ne sont pas les patrons syndiqués qui y viennent travailler mais des ouvriers salariés. La veille du jour où chacun viendra chercher ce qu'il doit livrer à ses clients, les commandes parviennent au magasin central. Chacun de ces boulangers conserve son individualité la plus complète et tous ont jusqu'ici vu leurs efforts couronnés de succès, ils sont actuellement une soixantaine d'affiliés.

La société coopérative formée par les boulangers d'Anvers a pour objet l'achat des matières nécessaires à la fabrication du pain et la fabrication elle-même. Le capital social, fixé au minimum de 10.000 francs, est divisé en parts de 100 francs chacune. Depuis 1902 il a été établi une caisse d'épargne dans le but d'augmenter automatiquement le capital à raison de 2 francs par semaine et par membre. Par contre, il a été décidé d'amortir, par voie de tirage au sort, toutes les actions au-delà de

cinq possédées par un membre, pour cela tout membre nouveau paie, outre un droit d'entrée de 100 francs, 25 francs pour amortissement. Pour être accepté comme actionnaire, il faut être reconnu patron boulanger et avoir au moins une action; la veuve d'un associé peut, si elle continue les affaires, garder les parts de son mari, sinon elle sera remboursée.

Quant aux bénéfices, ils sont répartis de la manière suivante : 5 % d'intérêt sur les versements effectués par les actionnaires, 5 % pour le fonds de réserve et le surplus est partagé par moitié entre les actionnaires au prorata de leurs actions et les membres acheteurs au prorata du nombre de kilos de pain demandés.

M. Nicolaï, président de ce syndicat, se déclare très satisfait des résultats du syndicat, les affaires sont tellement prospères que la nécessité s'est fait sentir d'agrandir les bâtiments industriels et de construire un sixième four; avec un capital de 23.200 francs en 1905 ils ont fait un chiffre d'affaires de 270.916,95 francs.

Sur le même plan a été constitué, en 1901, la société coopérative des boulangers réunis de Schaerbeek et en 1902 celle des boulangers de Mouscron. Outre ces sociétés coopératives, il existe la Société

anonyme syndicale de Lessines et l'Union des Patrons boulangers de Belgique, société anonyme importante pour la fabrication des chocolats et confiseries et pour l'achat en commun. Nous bornons là notre énumération des syndicats de fabrication qui serait trop longue.

§ III. — L'OUTILLAGE

Les syndicats professionnels d'outillage qu'il ne faut pas confondre avec les institutions interprofessionnelles du même nom, sont assez rares en Belgique. Et cependant ils auraient l'avantage de permettre aux petits industriels et commerçants l'emploi de machines perfectionnées auxquelles ils attribuent le succès de la grande industrie.

Il n'est pas toujours facile de déterminer comment devra se constituer tel ou tel syndicat d'outillage. Parfois il a pour but d'ériger un vaste atelier central muni de tous les instruments et outils nécessaires comme par exemple les fours, pétrins mécaniques, moteurs servant aux syndicats de boulangers dont nous avons parlé plus haut. Parfois aussi l'association vend à ses adhérents l'outillage qui reste sa propriété jusqu'à complet apurement de compte, ce système présente ce double avantage c'est que l'association

payant comptant et achetant assez souvent en gros a pu se procurer l'outillage à bon compte et d'autre part le petit artisan ou le petit commerçant jouit de suite d'un instrument qu'il paiera par termes.

Un troisième système est encore employé, l'association achète ou loue dans de bonnes conditions certains objets nécessaires à l'exercice de telle ou telle profession et les place chez ses membres moyennant un prix de location convenu. C'est ainsi que la Chambre syndicale des bouchers et charcutiers de l'arrondissement de Bruxelles met à la disposition de ses membres des tabliers pour hommes et femmes, des serviettes et des linges dits de boucherie. Le linge est la propriété d'un entrepreneur privé, il est entretenu de toutes réparations, loué, blanchi, pris et remis à domicile moyennant une contribution de 0,10 centimes par pièce.

On peut assimiler à certains égards à l'outillage le papier d'emballage ainsi que la glace brute utilisée dans les armoires réfrigérantes dont plusieurs syndicats de bouchers et charcutiers exploitent déjà la vente.

La Chambre syndicale de Bruxelles a organisé l'achat en commun du papier et les opérations de l'espèce vont croissant, elles se montent de nos jours à plus de 70.000 francs.

La livraison du papier est mise au concours entre les fabricants, le Comité central fixe la quantité à livrer. La livraison se fait au fur et à mesure des besoins des membres. Les ordres sont rassemblés au secrétariat général et transmis une fois par semaine au fabricant qui s'engage à les distribuer dans la huitaine. De ce chef il est dispensé de toute correspondance et épargne un nombreux personnel pour ramasser les commandes ; il se trouve donc en état de faire un rabais important sur l'entreprise.

Nous venons de voir que l'outillage est une arme puissante de combat pour la petite bourgeoisie, mais il faut pour cela qu'il soit approprié aux connaissances et à l'importance de celui qui s'en sert, à quoi bon un pétrin mécanique qui ne servirait qu'à augmenter les frais généraux d'un tout petit boulanger !

§ IV. — LA VENTE

Si, comme il a été dit plus haut, les petits bourgeois s'associent parfois pour faire des achats en commun, il leur arrive aussi de s'associer pour la vente. Ces syndicats de vente n'ont pas encore eu jusqu'ici beaucoup de succès, il est assez difficile de persuader les petits commerçants et les petits industriels que leurs marchandises ressemblent à celles

du voisin et que leur soi-disant originalité n'existe que très rarement.

Ce système de vente en commun a cependant pour eux de multiples avantages : ils ne sont pas obligés de s'imposer le loyer d'une maison importante contenant un vaste magasin rempli de produits qui se détériorent, ils peuvent réaliser une grande économie sur l'éclairage et les frais d'étalage, enfin ils peuvent, grâce à l'union, s'établir dans des quartiers en vogue où la clientèle retrouvera la fascination des grands magasins.

Il arrive quelquefois que le syndicat achète la production de ses membres et la vend au public lui-même, mais plus souvent les membres vendent pour leur propre compte au prix qu'il leur plaît de demander. On parle souvent du syndicat des horlogers de Berlin qui a ainsi un vaste magasin de vente, le client, qui se rend chez un des affiliés, se contente de voir le catalogue ou bien l'horloger en passe de vendre une horloge conduit le client au local syndical où se trouve un exemplaire de toute espèce, le client n'a qu'à payer à l'horloger qui, à son tour, s'arrange avec le syndicat

En Belgique, nous avons connaissance d'un commerce de ventes en Belgique et même à l'étranger, organisé par les tailleurs-confectionneurs binchois.

C'est encore dans la Chambre syndicale des bouchers et charcutiers de l'arrondissement de Bruxelles que nous trouvons un exemple bien curieux de vente en commun.

Il n'existe aucun syndicat pour la vente en commun de la viande, si parfois le syndicat s'occupe de certaines questions intéressant la boucherie, comme la taxe d'expertise ou les rapports entre vendeurs et acheteurs au sujet d'animaux reconnus impropres à la consommation, il n'existe aucune halle de boucherie appartenant à une association professionnelle.

Une halle aux cuirs verts (en poil) a été créée en 1896 pour permettre aux membres de vendre en commun cette partie de leurs sous-produits. Elle met le producteur du cuir, le boucher, en contact direct avec le consommateur, le tanneur, par la vente publique au plus offrant et dernier enchérisseur.

Tous les bouchers sont admis à faire vendre leur produit par les soins de la halle. Les ventes ont lieu le deuxième vendredi de chaque mois après celles de Londres, Liverpool, Paris, Lille et Amsterdam, sur lesquelles celles de Bruxelles se règlent. Depuis sa fondation, le chiffre des affaires du syndicat a triplé, il atteint aujourd'hui environ un million et demi.

Plus intéressant encore par son origine est le syndicat de vente des suifs. Les bouchers, étonnés de la baisse continue du prix du suif, découvrirent en 1902 à la suite d'une enquête patiente qu'à cette baisse anormale du prix d'achat des suifs correspondait le fonctionnement d'un syndicat entre les acheteurs exportateurs qui, se répartissant la production belge, faisaient la loi sur le marché.

Mais le trust des suifs avait un point faible, il était lié vis-à-vis des fabriques hollandaises consommateurs de suif, par des contrats très longs qui l'obligeaient à fournir, coûte que coûte. La plupart des sociétés d'abatage de Bruxelles étaient liées à ces trusts par des contrats à livrer pour toute l'année.

Les bouchers de province commencèrent alors par refuser tout contrat à livrer aux affiliés du trust; peu à peu, malgré des pertes individuelles, cela se généralisa et le trust fut obligé de négocier avec la chambre syndicale pour obtenir des marchandises qu'elle dut payer plus cher. Bientôt, on appela à Bruxelles un marchand étranger à qui l'on donna camions et chevaux et qui eut, sans tarder, tous les suifs disponibles. Le trust fatalement croula et en 1898 les bouchers s'y substituèrent et fondèrent ce que l'on appelle le Comité du suif.

Depuis 1902 la vente est mensuelle et comporte la production de suif de tous les membres qui viennent s'adjoindre au groupe ainsi formé. Les membres ayant recours à la vente n'ont aucun frais à payer.

Il s'est fondé récemment en Belgique une société ayant pour but de faciliter la vente des produits des artisans bourgeois. Elle pourra notamment organiser la participation collective des membres d'associations professionnelles de patrons aux expositions belges ou étrangères, organiser des expositions ambulantes de produit d'art, fonder des comptoirs de vente en Belgique et à l'étranger.

Notre siècle a vu se répandre dans tous les pays l'idée de la réclame, de l'affiche, du prospectus, cette idée à surtout profité aux sociétés jouissant de gros capitaux et pouvant faire quelques sacrifices largement rémunérés dans la suite. Ce qu'ils ne pouvaient faire isolés et absorbés par des rivalités intestines, les artisans belges, pénétrés de l'esprit syndical, l'ont tenté avec succès à l'exposition de Liège où l'on pouvait voir le pavillon syndical.

La construction et l'aménagement intérieur de ce chalet, œuvre de syndiqués choisis par les associations professionnelles, témoignent de l'entente entre petits bourgeois. On pouvait y admirer une

salle à manger réalisée par les syndicats liégeois, un salon provenant des syndicats bruxellois, un fumoir installé par des syndicats gantois, une chambre à coucher meublée par les syndicats anversois, une salle de bains aménagée par le syndicat des plombiers bruxellois.

§ V. — LE TRAVAIL

Nous ne connaissons à l'heure actuelle comme syndicats professionnels pour le travail que les sociétés d'abatages encouragées par la Chambre syndicale des bouchers et charcutiers de l'agglomération bruxelloise et l'Association centrale des charcutiers dont le siège est également à Bruxelles. Cette dernière a été fondée sous forme de société coopérative le 15 février 1905, elle a pour objet l'achat et la revente de tous les produits employés, achetés, vendus, échangés ou transformés dans la charcuterie et en général tout ce qui se rattache à l'abatage et au commerce des viandes. Elle a fixé le minimum de son capital social à 3800 francs, elle comprenait fin 1905 58 membres et du 15 mars 1905 au 15 septembre 1905 elle avait déjà fait pour 33.849 francs d'affaires et réalisé un bénéfice brut de 4000 francs environ.

§ VI. — L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement professionnel présente une grande importance pour le développement du commerce et de l'industrie en général ; mais son action est particulièrement précieuse pour les commerçants et fabricants appartenant aux classes moyennes.

Grâce à lui ils peuvent acquérir des notions techniques et commerciales qui leur permettront de soutenir la concurrence des établissements puissants.

Depuis quelques années, l'initiative privée, encouragée d'ailleurs par le Gouvernement belge qui accorde facilement des subsides, a fondé de nombreuses écoles professionnelles. Ce ne sont pas généralement des institutions distinctes, presque toutes dépendent d'un syndicat professionnel et n'en sont qu'une section spéciale.

Nous citerons au hasard l'école du Cercle des coiffeurs à Bruxelles, l'École de plomberie et zinguerie à Liège, l'École du syndicat des tapissiers à Gand où sont organisés des cours où les futurs patrons viennent apprendre non seulement telle ou telle spécialité mais la pratique de tous les travaux de leur métier.

Il existe même grâce au zèle dévoué du Directeur de l'enseignement technique des cours spéciaux pour

patrons. C'est ainsi qu'à Gand il y eut des leçons pour maîtres tapissiers dont le programme comportait : l'histoire de l'ameublement, leçons de découpage et d'ajustement, conférences sur l'art de la décoration, tout cela accompagné de dessins et croquis rendant l'enseignement très pratique.

La première section de la Commission nationale de la petite bourgeoisie avait à s'occuper de l'enseignement professionnel, elle a maintenant exposé les vœux relatifs à cet objet :

1° Elle recommande à l'école primaire l'instruction manuelle qui n'est pas encore l'enseignement d'un métier déterminé mais le « hand and eye training » des Anglais ;

2° Elle demande qu'il y ait des écoles professionnelles donnant un enseignement tout à la fois théorique et pratique comprenant trois degrés, inférieur, moyen et supérieur, ce dernier degré visant surtout les futurs patrons, et là où des écoles permanentes ne pourraient être fondées, elle demande l'organisation de cours volants ou intermittants ;

3° Elle loue l'apprentissage à domicile qui doit être favorisé par des subsides de l'Etat à tous les patrons qui suppléent ainsi à l'institution d'écoles ;

4° Même après l'école la formation technique doit

être facilitée par des cours temporaires, des bourses de voyage, des expositions de travaux d'apprentis et de maîtres, des congrès professionnels, des musées de produits et de modèles d'art appliqué et décoratif, des bibliothèques, des journaux techniques publiés en langue française et flamande tenant les lecteurs au courant des progrès et inventions comme le fait déjà le journal *La Boulangerie*, De Bakkerij ;

5° La commission nationale recommande la constitution d'associations d'anciens élèves des écoles professionnelles, en vue de favoriser le recrutement des élèves et le placement des anciens.

Un vœu général vint se greffer sur cet ensemble de conclusions relatives à l'enseignement technique : la commission demanda la création d'un office central et d'offices régionaux ou provinciaux des classes moyennes.

SECTION II

LES ASSOCIATIONS LOCALES INTERPROFESSIONNELLES

L'entente entre petits commerçants et petits industriels, en vue d'améliorer leur sort, ne doit pas nécessairement n'exister qu'entre gens de même métier, de même profession. Elle peut et doit même

exister entre gens de professions diverses sur tous les terrains susceptibles de leur procurer des avantages sérieux.

Sans doute, la plupart de ces associations pourraient aussi bien se constituer avec le caractère professionnel, mais on comprendra parfaitement que pour vivre et prospérer, elles ont besoin de ne pas se limiter à certaines professions, mais de s'étendre à toute espèce de professions. Il est bon que les petits bourgeois se sentent de temps en temps solidaires les uns des autres au point de vue des intérêts économiques. Il faut qu'ils participent à toutes les entreprises syndicales qui peuvent fortifier la situation des métiers en général. Parmi ces entreprises, nous en citerons quelques-unes qui sont depuis quelque temps l'objet d'études toutes spéciales en Belgique.

§ I. — LE CRÉDIT

Une des questions les plus importantes parmi celles qui intéressent toutes les professions exercées par la petite bourgeoisie, est assurément celle du crédit.

Nous avons vu précédemment que l'association était pour les classes moyennes un des meilleurs moyens de remédier aux maux dont elles souffrent.

Mais ce qui le plus souvent est un grand obstacle à la formation des associations, en particulier des coopératives, c'est le manque de capital, c'est le manque de crédit.

Comme l'a dit très justement M. Brants, le remède à ces deux faiblesses peut venir des mêmes sources, l'organisation qui sert à donner du crédit peut servir aussi à former le capital lui-même, créer le « magasin de capitaux » pour la petite industrie et le petit commerce.

Le grand industriel, le grand commerçant jouissent d'un crédit qui fait leur prospérité, les classes moyennes au contraire se trouvent dans le cas d'en avoir moins et de devoir en accorder plus, ils sont dans une situation inférieure et pour le crédit à recevoir et pour le crédit à donner.

1^o Le Crédit à donner

On doit entendre par ce titre toutes les difficultés que rencontrent les petits industriels, fournisseurs etc., pour opérer le recouvrement de leurs créances.

Nous ne voulons pas parler ici des divers moyens à employer pour faire payer les débiteurs récalcitrants mais des moyens capables de toucher les payeurs tardifs.

Ce n'est assurément pas là un vœu nouveau formulé par la petite bourgeoisie. A la séance du 11 Juillet 1899 de la Chambre des Représentants M. le Ministre de l'Industrie et du Travail disait : « Ce qui ruine surtout la petite bourgeoisie, le petit et le moyen commerce, c'est le crédit énorme qu'elle est obligée de consentir à la clientèle, parfois très riche... Les grands magasins ou les sociétés coopératives qui se font payer au comptant jouissent même en faisant des ristournes d'un immense avantage : ils ont la libre disposition d'un capital que les petits industriels ou commerçants habitués à vendre à crédit, sont obligés de se procurer moyennant de très gros intérêts. »

La situation actuelle des petits bourgeois devient en effet intolérable, ils ont leur caisse pleine de créances qu'ils n'osent recouvrer et manquant de ce capital pour payer leurs matières premières ou leurs marchandises, ils sont obligés d'emprunter l'argent d'autrui à un taux souvent onéreux. Le petit boutiquier, s'il veut conserver sa clientèle, doit acheter des marchandises et posséder dans son magasin un choix considérable, sinon on se fournira dans les grands magasins. La clientèle riche voyage, aime à comparer les différents articles et la facilité qu'elle a

à se déplacer la portera à la capitale si dans sa propre ville elle ne peut satisfaire son goût par un choix extraordinaire.

L'usage des prospectus envoyés à domicile par les grands magasins ne permet pas aux petits bourgeois de demander un prix plus élevé à raison du crédit qu'ils sont obligés d'accorder, on leur oppose quelquefois même le prix que font pour les mêmes objets les maisons de vente à crédit mensuel et hebdomadaire.

Il est curieux de constater avec quelle facilité la clientèle aisée accepte de payer au comptant ou contre remboursement des achats qu'elle a fait dans un magasin à la mode, un marchand de primeurs par exemple ou dans un grand magasin de la ville voisine tandis qu'elle s'obstine à ne payer qu'à la fin de l'année son fournisseur habituel. Heureux encore est celui-ci quand il recouvre à ce moment toutes ses créances, souvent on le reporte un peu plus loin, on lui fixe une date où il pourra se présenter et quand le moment arrive, sous un prétexte ou sous un autre on recule la date.

Et cependant le petit commerçant ou le petit industriel est obligé d'accepter des traites à trente jours ou à trois mois pour les marchandises dont son magasin

regorge. Il se trouve alors devant des créances bonnes mais momentanément irrécouvrables et devant des créanciers intraitables qui l'acculent à la misère et à la faillite.

Ce n'est pas seulement dans l'intérêt du fournisseur que le paiement au comptant devrait être exigé mais aussi dans l'intérêt de l'acheteur. Celui-ci qui se trouve avoir une situation de fortune modeste, obligé de payer comptant ne peut dépasser la limite de ce qu'il peut dépenser. Il arrive fréquemment qu'employés et salariés, dans la période qui précède le moment de la paye, dépensent sans compter et sont surpris lorsqu'ils veulent payer leurs dettes du montant de celles-ci.

Cette question a déjà préoccupé bien des esprits en Belgique et à l'étranger, dans les congrès, dans la presse elle fut souvent débattue ; nous nous proposons de passer en revue les différents moyens proposés pour la solution de ce problème.

Une idée assez originale mais dont l'application semble difficile a été émise au Congrès national de la petite bourgeoisie de Liège, en 1905. On préconisa comme remède à l'habitude de ne payer qu'à long terme, outre la presse, la mise en scène, au théâtre, des misères et des tortures morales inouïes qu'en-

gendrent la mauvaise volonté, l'insouciance, l'égoïsme de certains clients. Une prime serait accordée par l'association organisatrice du Congrès aux auteurs dramatiques qui auraient composé deux pièces, l'une en français, l'autre en flamand, mettant sous les yeux des spectateurs le mal social qui est la conséquence de l'abus du crédit.

Un autre moyen employé pour favoriser le paiement au comptant est l'usage des timbres-rabais. On appelle ainsi de petits carrés de papier représentant l'escompte calculé généralement à 5 % que le détaillant paiera lorsque le carnet sera couvert de ces timbres, après quelques centaines de francs d'achat. Le porteur du carnet ne sera pas payé en espèces mais aura droit de choisir un des objets étalés dans le magasin qui fait trafic de ces timbres-rabais.

Il serait généralement préférable pour les acheteurs de recevoir l'escompte en argent mais ils ne croient pas toujours à la sincérité de l'escompte, à tort ou à raison ils s'imaginent que le montant de l'escompte a été additionné au prix avant d'être soustrait. De plus la prime en argent étant généralement assez modique, l'acheteur ne s'aperçoit pas qu'il avait avantage à payer au comptant, au contraire lorsque son carnet est rempli de timbres-rabais

la pensée de se procurer sans bourse délier un objet de cinq ou dix francs le pousse à ne plus différer ses paiements.

Ce sont généralement des sociétés anonymes qui exploitent les timbres-rabais, elles vendent aux commerçants le timbre moyennant le prix de 1 centime, timbre que le commerçant s'engage à donner pour toutes les marchandises par 0,20 centimes payés comptant. Une fois le carnet rempli, le client doit se rendre dans le magasin ouvert par la société anonyme où il a le droit de s'approprier un objet correspondant à l'importance de son carnet.

On peut rapprocher de ces sociétés de timbres-rabais la société des bons d'intérêts d'Anvers qui oblige les possesseurs de carnets remplis à s'adresser non plus à un magasin appartenant à cette société, ce qui, en somme, était une concurrence sérieuse pour les fournisseurs ayant accordé l'escompte, mais à l'un ou l'autre des commerçants affiliés. Elle trouve un autre moyen de retirer des bénéfices, elle fait payer les mille timbres 6 francs par les commerçants affiliés qui, contre tout carnet rempli de ces mille timbres, doivent remettre aux clients pour 5 francs de marchandises, le commerçant possesseur de ce carnet le retourne alors à la société qui lui rembourse les 5

francs. Il en résulte que sans aucun risque les actionnaires touchent 17 % d'intérêt.

Un bénéfice considérable résultant de la perte de coupons et de carnets ajouté aux avantages énumérés plus haut explique les fortunes qu'ont réalisées en peu de temps ces sociétés et de nos jours les partisans des timbres-rabais et des bons d'intérêt ont poussé les commerçants à s'unir pour créer entre eux des sociétés coopératives dont les bénéfices reviendraient aux affiliés au prorata des timbres distribués.

On a signalé également avec insistance un autre procédé : l'escompte des factures acceptées. Au bout d'un certain laps de temps après la fourniture des marchandises, le fournisseur pourrait envoyer à son client la facture avec prière de l'approuver. Cette facture dès lors serait admise à l'escompte par une banque populaire ou autre, l'argent rentrerait ainsi dans la caisse du commerçant.

Ce procédé, si simple en apparence, est plein de difficultés, le fait de présenter la facture à l'acceptation ne déplaira-t-il pas au client et si ce dernier refuse d'accuser réception quel sanction y aura-t-il ? D'autre part, la banque ne sera-t-elle pas exigeante pour la solvabilité du débiteur et même de l'escompteur, ne fera-t-elle pas payer très cher son escompte ?

M. Cooremans a proposé aussi à la Chambre, il y a quelques années, de permettre une avance de fonds sur production des livres de commerce, encore faut-il trouver des livres de commerce bien tenus et non pas de simples carnets contenant les noms et dettes des clients et pouvoir avoir confiance dans les inscriptions qui y seraient faites.

Il semble que ce sont là des moyens qui seraient très efficaces pour procurer des capitaux aux petits commerçants mais assez difficiles à réaliser dans la pratique.

Dès 1899 le journal la *Métropole d'Anvers* recommandait la création d'une Ligue pour le paiement au comptant entre les consommateurs. Au Congrès de Namur de 1901 l'idée fut reprise par M. Pyfferoen et on la réalisa. L'éminent professeur de Gand disait alors : « L'association tant vantée par les hommes politiques et les sociologues ne pourra en aucun autre domaine rendre de plus grands services, l'association doit développer la solidarité entre acheteurs et vendeurs, autant que chez les vendeurs entre eux ».

Bien qu'approuvée par tous, la Ligue du paiement comptant n'eût pas le succès qu'elle méritait. A Gand où on débuta, ce fût chez les vendeurs que l'on trouva la plus grande résistance, si nous obli-

geons la clientèle à payer comptant, disaient-ils, nous lui déplairons et finirons par la perdre, nous avons déjà constaté que l'on achète beaucoup plus lorsqu'on fait crédit.

Lorsque l'idée fut reprise plus tard à Bruxelles, ce fut surtout aux acheteurs qu'on s'adressa en les priant de s'engager sur l'honneur à payer au comptant leurs dettes, les résultats furent beaucoup plus brillants.

La ligue nationale de paiement au comptant comprend deux catégories de membres :

La catégorie A comprend les personnes qui s'engagent sur l'honneur à payer tous leurs achats au comptant ou tout au moins dans certains délais fixés. Les fonctionnaires, employés ou salariés, jouissent d'un certain délai.

La catégorie B comprend les détaillants, négociants, artisans, industriels, et en général tous ceux qui sont vendeurs et désirent coopérer à la généralisation du paiement au comptant.

Les membres de la catégorie A ne sont tenus de payer aucune cotisation. Toutefois, ceux d'entre eux qui versent une cotisation de cinq francs par an sont membres honoraires et ceux qui versent vingt-cinq francs pour toute la durée de la société, reçoivent le titre de protecteurs de la Ligue.

Les membres de la catégorie B paient une contribution annuelle de 1 franc au moins, ils sont tenus d'effectuer aussi le paiement au comptant de leurs achats de détail.

Les cotisations servent à publier la liste des membres de la Ligue qui sera remise à tous ceux qui y ont adhéré et aussi à couvrir les frais d'une propagande constante en vue de généraliser le paiement au comptant.

Comme on l'a dit avec raison au Congrès de Liège le titre de Ligue du paiement comptant effraie beaucoup de monde, il serait préférable de l'appeler Ligue contre l'abus du paiement différé. En effet le paiement au comptant n'est pas toujours possible, les membres consommateurs devraient s'engager : 1^o à payer tous leurs achats au comptant ou dès la réception de la facture; 2^o dans le cas où ils ne paieraient pas dans la huitaine à renoncer à tout escompte et à indiquer sur la facture la date à laquelle ils pourront effectuer le paiement; 3^o dans le cas où ils retarderaient le paiement au delà d'un terme de trois mois après la première livraison impayée, à verser un intérêt de 2 % par période de trois mois.

La Ligue se réserve le droit d'user de sanctions consistant d'abord en un avertissement simple puis

en un avertissement accompagné de la facture à payer et enfin à la radiation de la liste si le paiement n'a pas été effectué.

De son côté le comité de Bruxelles du Syndicat général des voyageurs, employés, négociants et patrons vient de constituer une nouvelle section : L'escompte au comptant et la mutualité commerciale ayant pour but de favoriser le paiement au comptant en même temps que de faciliter les affaires aux négociants membres du Comité de Bruxelles. Les maisons de commerce sont invitées à faire connaître l'escompte qu'elles accordent sur leurs différents articles, escompte qui peut varier avec chaque article.

Il sera perçu un droit de 1 franc par rubrique avec minimum de 2 francs pour chaque maison. Ces cotisations serviront aux frais de publicité et de mise à jour continuelle de l'annuaire commercial qui sera distribué gratuitement à tous les membres.

Le client tous les mois se rendra au local du syndicat avec les factures acquittées ou des fiches de caisses des magasins affiliés où il a acheté des marchandises.

Une commission de trois ou quatre membres nommée par la Chambre syndicale recueille ces factures, inscrit sur chacune le montant de l'escompte

accordé par la maison et fait toucher dans chaque maison la somme des escomptes promis. Le mois suivant le même client revient avec de nouvelles factures et touche alors le montant des escomptes accordés.

Ce système pratiqué à Paris a donné, assure-t-on des résultats satisfaisants, il a l'avantage d'être favorable à l'acheteur et en même temps fait connaître les magasins affiliés.

2° - Le crédit à recevoir.

S'ils ont besoin d'accorder du crédit à leur clientèle les petits commerçants et les petits industriels ont bien souvent besoin de recourir à l'emprunt de capitaux pour lancer une affaire ou la faire prospérer. Ici encore l'organisation du crédit pourra se faire par l'association et rien ne favorisera les autres associations plus que les sociétés de crédit. Quels avantages leur procureront ces associations de crédit, quelles conditions elles doivent remplir pour leur être profitables et enfin quelles formes elles doivent revêtir, telles sont les questions que nous chercherons à résoudre dans cette étude.

La grande industrie comme le grand commerce ont souvent besoin par suite du chiffre énorme de

leurs affaires, d'un crédit important, le législateur l'a organisé dans l'institution de la Banque nationale. En principe cette banque devrait faire bénéficier de l'escompte à prix peu élevé toutes les classes de la société, mais se trouvant dans la nécessité de défendre son portefeuille, elle exige des garanties comme une troisième signature qui coûte peu aux escompteurs riches mais arrive quelquefois à atteindre 25 0/0 pour les escompteurs modestes.

Une autre raison pour laquelle la petite bourgeoisie ne peut se servir de la Banque nationale, c'est que celle-ci n'escompte que du papier commercial à trois mois et bien souvent elle n'a que des créances sur les non-commerçants et dont le paiement ne se fait qu'au bout de l'année.

Parmi les moyens qu'on a fournis aux classes moyennes pour se procurer du crédit, le plus important, sans contredit, est l'institution du crédit mutuel et coopératif.

L'association de crédit a en effet, au point de vue moral de grands avantages, le petit producteur ou le petit détaillant trouve, en effet, un appui, une aide sans que sa dignité et son indépendance soient en rien amoindries, il prend l'habitude de faire ses affaires lui-même, personne ne venant s'immiscer

dans la direction qu'il leur donne, il n'a pas lieu d'accuser le prêteur, comme il arrive souvent, de spéculer sur sa misère en lui demandant un intérêt trop élevé.

Nombreux sont encore les avantages au point de vue matériel et social que les coopératives de crédit pourront offrir aux classes moyennes. Elles rapprochent emprunteurs et prêteurs; le même homme qui, aujourd'hui emprunte, sera prêteur demain; surveillé par ses prêteurs, à son tour, il surveillera ceux qui sont devenus ses emprunteurs, en un mot elles agissent avant tout avec l'objectif d'aide mutuelle.

Forcément limitées à un certain nombre de membres et à un territoire restreint, ces associations connaissent les emprunteurs, elles sont à même d'apprécier s'ils méritent le crédit qu'ils sollicitent pour payer des matières premières ou des marchandises qu'un paiement à terme renchérirait considérablement. Elles rendent, par suite de la connaissance des coopérateurs le crédit personnel possible sans trop de dangers; accordé à un individu dont on connaît l'honnêteté, l'amour du travail et la prévoyance le crédit aura chance d'avoir été donné à bon escient.

D'où viendra l'argent dira-t-on ? ce sera des affiliés qui souvent seront obligés pour faire partie de l'association de souscrire une ou plusieurs parts. Il peut paraître contradictoire de demander à des personnes qui auront besoin d'argent, d'en apporter pour constituer le capital social mais il ne faut pas oublier que tous les sociétaires ne sont pas nécessairement des emprunteurs futurs et que les sociétaires emprunteurs ne sont pas tous des besogneux incapables de souscrire une part dont, souvent, ils n'auront à verser qu'une faible partie.

La société coopérative trouvera encore des fonds chez des tiers qui, se basant sur le principe de solidarité généralement émis dans ces associations y trouveront, avec un intérêt de 3,50 à 4 %, une sécurité très grande pour leurs capitaux.

Une dernière supériorité de ces associations sur les banques en général consiste en ce que les quelques profits réalisés par ces coopératives de crédit ne seront pas partagés par tous les affiliés, mais répartis entre ceux qui ont concouru à les produire, c'est ce qu'on pourrait appeler un avantage économique.

Pour être vraiment utiles aux classes moyennes, ces associations de crédit doivent leur offrir un crédit réalisant certaines conditions.

Comme les associations de crédit reposent presque toutes sur le principe de solidarité il leur est indispensable, pour leur sécurité, de limiter le chiffre des emprunts à la possibilité qu'a l'emprunteur d'épargner et par conséquent de rembourser.

Ce qui est avant tout essentiel au crédit populaire c'est d'être un crédit à bon marché, un crédit personnel et un crédit de production. Ces trois conditions sont indispensables aux coopératives de crédit si elles veulent réaliser leur but.

Il faut que le crédit soit à bon marché, son taux ne doit pas dépasser 5 % par an, créé pour lutter contre l'usure et les intérêts exorbitants qu'exigent parfois les créanciers de la petite bourgeoisie en échange des délais de paiement, il doit être excessivement modéré tout en accordant parfois une longue échéance. Et pour cela, il est nécessaire que les associations de crédit n'accordent pas de trop gros dividendes à leurs actionnaires et réduisent autant que possible leurs frais généraux, le personnel sera peu rétribué, quelquefois même il donnera gratuitement son temps.

En second lieu le crédit devra être autant que possible un crédit personnel c'est-à-dire consenti moins en considération de la situation de fortune de

la personne que de sa probité, de son intelligence professionnelle, l'hypothèque ou le gage ne seront exigés de l'emprunteur que s'il s'agit de sommes importantes et l'on aura bien rarement recours à la caution. La commission chargée d'accorder ou refuser le prêt ne devra pas tenir compte de l'opinion politique ou confessionnelle de l'emprunteur, reproche si souvent fait aux Banques populaires, elle devra s'inspirer seulement des qualités de l'individu.

A ce sujet il est intéressant de constater l'entente qui existe entre les deux banques populaires de Liège, l'une dirigée par le parti libéral, l'autre par le parti catholique, toutes deux s'éclairent, se renseignent afin d'éviter l'abus qui pourrait résulter d'une demande double de crédit faite par un emprunteur. Ici encore se fait sentir la nécessité de limiter les associations de crédit à un territoire peu étendu afin qu'elles connaissent bien les emprunteurs. Ceci est surtout utile et possible pour le crédit agricole, en matière de crédit urbain il faut souvent se contenter de renseignements plus ou moins précis.

Nous avons dit qu'en troisième lieu le crédit devait être un crédit de production, comment en effet supposer qu'un prêt à la consommation sera facilement remboursé. Au contraire le crédit procuré pour

la production d'une nouvelle richesse sera retrouvé dès que la nouvelle richesse sera créée, il aura occasionné de nouveaux profits grâce auxquels l'emprunteur remboursera la somme prêtée.

On a beaucoup discuté dans les congrès et dans la presse sur le point de savoir si l'Etat devait intervenir dans l'organisation du crédit populaire. M. Théodor et M. Lambrechts au Congrès d'Anvers réclamaient une intervention indirecte en demandant que l'Etat obligeât la Banque nationale à mettre à la disposition des associations de crédit 20 millions sans intérêts. D'autres au contraire préconisaient le système allemand consistant en une caisse centrale procurant le crédit personnel à bon marché aux membres des associations de prêt par l'entremise de ces associations et avec leur garantie.

M. d'Andrimont de son côté au congrès de Namur 1901 disait que le gouvernement n'avait pas à intervenir dans l'organisation et la marche des sociétés coopératives de crédit, l'argent est une marchandise comme une autre, et si le gouvernement intervient pour donner l'argent au meilleur marché possible à une catégorie de citoyens, il fait la charité.

Quoiqu'il en soit, si cette intervention pécuniaire de l'État est vivement combattue par certains, beau-

coup sont d'accord pour demander une surveillance et une inspection obligatoire. M. Micha a déjà proposé à la Fédération des banques populaires belges de nommer librement un inspecteur qui après avoir été agréé par l'Etat serait chargé de contrôler les pratiques commerciales, ses efforts ont été vains mais au dernier congrès de Liège en 1905 il appelait encore de tous ses vœux cette réforme.

En résumé pour atteindre le but essentiel qui a présidé à leur création, les associations de crédit ne doivent pas être une affaire profitable aux actionnaires mais une œuvre, c'est pour elles le seul moyen de réussir.

Sous quelles formes s'offre ce crédit et quelles sont les institutions qui répondent à cette nécessité du crédit, voilà certes un sujet qui intéresse au plus haut point les classes moyennes.

Nous ne parlerons pas des banques privées qui ne sont que des entreprises commerciales et ne rentrent pas dans le cadre de notre étude.

Outre les banques privées nous trouvons les Unions de crédit qui naquirent en 1848 au moment où le crédit se resserrait dans des proportions inouïes. On voulait, disait-on « procurer par l'escompte au commerce, à l'industrie, à l'agriculture les capitaux qui

leur sont nécessaires dans les limites de leur solvabilité matérielle et morale. » Ce sont des sociétés de personnes dont le nombre et les apports sont variables, elles ne peuvent faire d'affaires qu'avec leurs membres. Bien qu'étant en somme des coopératives les Unions de crédit pouvaient autrefois adopter moyennant un arrêté royal la forme anonyme. Depuis la loi du 16 mai 1901 elles sont régies par la loi sur les sociétés coopératives sauf quelques exceptions comme par exemple la possibilité de mettre en liasse les contrats des membres avec la société au lieu d'une apposition sur un registre et cela pour éviter des déplacements inutiles. La dénomination Union de crédit doit figurer dans tous les actes. Ces unions existent dans plusieurs grandes villes et la plupart sont prospères.

Celle de Bruxelles, de beaucoup la plus importante comptait au 31 décembre 1902, 5.034 membres, son bénéfice était de 294.510 francs permettant un dividende de 6‰, une attribution de 20.689 francs pour la part du personnel dans les bénéfices, de 50.000 fr. aux comptes réservés et de 6.672 francs à la caisse de secours du personnel.

Il s'est constitué le 30 novembre 1905 une nouvelle union de crédit sous le nom de Comptoir Commercial

de Bruxelles. C'est une banque de mutualité, ses statuts établissent que le concours financier à accorder à la petite bourgeoisie entre dans le cadre de ses opérations.

Il ne semble pas que la petite bourgeoisie doive trouver une aide dans cette banque, le minimum du fonds social étant fixé à un million de francs et chaque part étant de 500 francs, il s'agit plutôt d'une grande banque que d'une banque créée pour les classes moyennes.

Pour être admis parmi les membres du Comptoir Commercial de Bruxelles, il faut introduire auprès du conseil d'administration une demande de crédit qui sera de 500 francs au minimum. Chaque membre doit verser cinq pour cent sur le montant du crédit qui lui est alloué. La responsabilité de chaque sociétaire est limitée au capital qu'il a souscrit.

Tout membre de la société peut disposer du crédit qui lui a été ouvert, par l'escompte d'effets de commerce et exceptionnellement de promesses.

Sur le montant de chaque bordereau d'escompte après décompte de l'escompte et de la commission il est effectué une retenue de 2 %. Cette retenue produit un intérêt dont le taux ne pourra être inférieur à celui des comptes-courants à vue, il sera calculé à

la fin de l'année et versé au crédit du même compte du sociétaire.

Les opérations d'escompte et réescompte ne pourront être faites par la société qu'avec ses membres.

Quant au bénéfice il est réparti comme suit :

Cinq pour cent à la réserve ;

Cinq pour cent du montant des versements statutaires à porter au crédit des sociétaires ;

Sur le surplus sont attribués :

Vingt pour cent au Conseil d'administration et au collège des Commissaires ;

Cinq pour cent au personnel ;

Soixante-quinze pour cent comme second dividende à porter au crédit des sociétaires à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement.

Les Unions de crédit par suite de la complexité de leur organisation ont restreint le cercle de leur clientèle, le crédit qu'elles accordent est surtout réel et de forme commerciale, aussi ces institutions conviennent-elles peu à la petite bourgeoisie.

Un troisième genre d'institutions qui répond mieux, d'après nous, aux besoins du petit commerce et de la petite industrie, est la Banque populaire. Elle tire son origine de l'Allemagne et des caisses de Schulze-Delitzsch et de Raiffeisen.

Ces sociétés de forme coopérative ne se bornent pas à faire l'escompte, elles sont avant tout des banques d'avances pour les petits artisans et les petits détaillants généralement repoussés par les banques ordinaires, elles sont en même temps des caisses d'épargne pour les affiliés et pour les tiers.

Une condition essentielle au fonctionnement des banques populaires c'est le crédit que leur accorde la Banque nationale ou tout autre grand établissement financier. Dans les différents congrès on s'est plaint de ce que la Banque nationale ne voulait pas réescompter les traites présentées par les banques populaires qui de ce fait étaient condamnées à tomber. Et cependant le Comptoir d'escompte de la Banque nationale trouve une garantie sérieuse dans le versement des actions et surtout dans la solidarité des membres des sociétés coopératives.

Cet engagement solidaire peut varier suivant les exigences du pays. On peut ramener à trois les diverses combinaisons de responsabilité des membres des banques populaires.

La responsabilité illimitée était surtout le principe des banques Raiffeisen qui ont servi de modèle tout particulièrement aux banques agricoles.

Elle a été remplacée en Belgique après le Congrès

des Banques populaires de 1873 par la responsabilité limitée à un certain chiffre variant suivant les statuts des diverses banques de 5.000 fr. jusqu'à 200 fr., montant d'une action.

Un troisième système est le système de la responsabilité mixte, c'est-à-dire égale à un certain nombre de fois le montant des parts souscrites, ici la responsabilité est variable suivant l'apport de chacun.

Lequel de ces trois systèmes est le meilleur, il est assez difficile d'établir un principe général, ce que l'on doit chercher avant tout, c'est d'adopter la forme qui convient le mieux aux besoins du pays. En Belgique on a adopté le principe de Schulze-Delitzsch avec la forme de la responsabilité limitée et nous allons voir qu'on a obtenu pour certaines banques des résultats très satisfaisants.

Les banques populaires n'ont pas réussi partout, trop souvent, on a voulu en faire une affaire distribuant de gros dividendes aux actionnaires, rétribuant principalement les administrateurs, directeurs et personnel et par cela même ayant des frais trop lourds à supporter. Aussi s'est-il trouvé des détracteurs d'une institution destinée à faire le plus grand bien aux classes moyennes.

Heureusement, des hommes dévoués comme

MM. d'Andrimont et Micha ne se sont pas laissés abattre par la chute de quelques banques populaires, ils ont prouvé qu'il était possible, sans perdre d'argent, de rendre de grands services et nous prendrons comme modèle des banques populaires la Banque populaire de Liège dont ils se sont spécialement occupés.

Fondée le 1^{er} Juin 1864, la Banque populaire de Liège a été prorogée plusieurs fois, elle n'a pas cessé de prospérer depuis son origine.

Le fonds social, dont le minimum est fixé à 3.000 francs, comprend :

1^o La taxe d'entrée, fixée par l'assemblée générale des actionnaires, à verser par chaque associé ;

2^o Le capital de deux cents francs, souscrit par chaque membre ;

3^o Le fonds de réserve et tout ce qui compose l'avoir commun des actionnaires.

La société dispose en outre :

1^o Des fonds qui sont déposés dans sa caisse soit par des actionnaires, soit par des tiers ;

2^o Des ressources qu'elle se procure soit par des emprunts, soit par des réescomptes.

Les sociétaires peuvent obtenir des avances et ont droit à une part des bénéfices sociaux, ils ne peuvent

avoir chacun qu'une seule action. Ils s'obligent à répondre solidairement pour les emprunts sociaux jusqu'à concurrence de 1000 francs par tête.

L'apport des sociétaires, fixé à 200 francs par tête, pourra être versé en une ou plusieurs fois et notamment, par fractions mensuelles de 2 francs ou même par remises hebdomadaires de 50 centimes. Jusqu'à complément de cet apport les dividendes et ristournes revenant au sociétaire sont ajoutés à son avoir.

Ces versements, dividendes et ristournes restent la propriété personnelle du sociétaire mais ils ne peuvent être retirés par lui aussi longtemps qu'il fait partie de la société. Le montant des avances à accorder aux sociétaires est laissé à l'appréciation du Conseil d'administration. Généralement il sera exigé des garanties au moyen de cautions, de nantisements ou d'hypothèques dont le Conseil appréciera l'admissibilité. La signature des cautions devra être donnée en présence du caissier ou d'un membre du Conseil d'administration.

Le taux des intérêts à payer par les emprunteurs est fixé par le Conseil d'administration.

Un fonds de réserve est formé :

1^o Des taxes d'entrée ;

2^o Des retenues sur les bénéfices sociaux.

Ce fonds de réserve ainsi formé reste la propriété exclusive de la société.

Le montant de la retenue sera fixé, chaque année, par l'assemblée générale, il s'élèvera, au moins, au vingtième des bénéfices nets. Toutefois la retenue cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice net disponible après les prélèvements et amortissements est réparti en dividendes et ristournes entre les sociétaires proportionnellement aux versements effectués sur le capital action et au montant des intérêts payés pour escompte.

La banque populaire fait les opérations suivantes avec ses sociétaires ; avances de fonds pour cautionnement, prêts avec cautions, garanties hypothécaires ou sur dépôt de titres, ouvertures de crédits, escompte de coupons, compte de chèques, renseignements commerciaux. Les avances sont remboursables par acomptes.

En outre la banque accepte de toute personne, sociétaire ou non, des dépôts sur lesquels elle bonifie un intérêt variable suivant la durée et l'importance du dépôt. Elle vend à toute personne sociétaire ou non des obligations de villes à primes dont le paiement s'effectue par versements mensuels de dix ou même

de cinq francs. Pour tous frais de courtage, droit de garde, intérêts à couvrir jusqu'au remboursement intégral des avances faites par la banque pour l'acquisition des titres, il est réclamé cinq francs par obligation si les paiements mensuels sont de dix francs et neuf francs s'ils ne sont que de cinq francs.

Nous avons dit plus haut que la banque populaire de Liège était florissante, il suffit pour nous en convaincre, de lire le rapport du Conseil d'administration pour l'année 1904 présenté à l'Assemblée générale du 26 mars 1905.

Au 31 décembre 1904 le nombre des sociétaires était de 3.219, c'est-à-dire 185 nouveaux dans l'année, ayant versé 523.317,75 francs, somme qui fait ressortir la moyenne de l'avoir social de chaque sociétaire à 162,57 francs.

Le mouvement général des diverses opérations durant l'exercice a été de 25.357.996 francs.

Les valeurs de son portefeuille au 31 décembre 1904 comprenaient sur un chiffre de 515.872,69 fr. pour 197.528,95 francs de valeurs sur simple signature; il ne sera plus possible aux adversaires des banques populaires de nier leur efficacité au point de vue du crédit personnel.

Le fonds de réserve par suite d'un prélèvement

de 8.878,70 francs sur les bénéfices de l'année était ainsi porté à 100.000 francs.

De même le fonds de prévision destiné plus spécialement à parer à la perte éventuelle totale ou partielle de créances plus ou moins douteuses, était porté à 20.000 francs.

Les bénéfices de l'exercice 1904 furent répartis de la manière suivante :

Pour les actionnaires 5 % . . .	Fr.	24.827 15
Pour les escompteurs 12 % des escomptes		18.923 28
Pour les administrateurs et commissaires 10 % du montant des dividendes et ristournes attribués aux sociétaires		4.375 04
Pour les membres du personnel leur participation aux bénéfices, 5 % du même montant		2.187 52
Au fonds de réserve		8.878 70
Amortissement sur immeubles . .		8.093 16
Caisse de pension et de secours intervention financière dans une mutualité de retraite, nouvelle création . .		5.000 00
Au fonds de prévision		5.000 00
Solde à nouveau		3.942 85
	Fr.	81.227 70

Un tableau des 17 principales banques populaires belges au 1^{er} janvier 1904 nous donne comme nombre de sociétaires 15.721 ; capital versé 3.386.297,95 fr. ; chiffre d'affaires du dernier exercice 502.377,750 fr. ; montant des avances en général durant le dernier exercice 96.946.023,09 francs ; fonds de réserve et de prévision 1.264.879,50 francs ; sommes déposées à la caisse d'épargne 11.534.322,79 francs ; montant du portefeuille 6.080.324,89 francs.

Ces diverses banques populaires ont formé entre elles une fédération puissante qui entretient des relations suivies avec les institutions similaires de l'étranger, participe aux congrès et grâce à cet échange de vues perpétuel peut apporter les améliorations profitables aux classes moyennes.

C'est cette fédération qui s'est occupée de la question si importante du réescompte dans les banques populaires. Celles-ci en effet ne prêtent et n'escomptent qu'à leurs sociétaires qui, généralement, ne sont point en situation de faire un usage fréquent de la lettre de change et se contentent de souscrire à leur ordre des promesses. Or, il arrive que si l'on s'adresse à la Banque nationale pour réescompter ces promesses, elle s'y refuse sous prétexte qu'elle ne reconnaît pas les engagements dépourvus de cause

commerciale. Aussi, M. Micha recommandait-il la création d'une banque centrale, établie sous la forme coopérative et dont les actionnaires ne seraient autres que les banques populaires. Cette banque centrale serait chargée de procurer à ses affiliés un réescompte facile et avantageux.

§ II. — L'OUTILLAGE

L'amélioration de l'outillage des classes moyennes appartenant à l'industrie et au commerce est un des meilleurs moyens d'améliorer leur situation.

De nos jours, en effet, la puissance de la grande industrie tient surtout à ce que, possédant de grands capitaux, elle peut se procurer les outils les plus perfectionnés qui augmentent la production et se servir de moteurs qui diminuent le prix de revient de la marchandise.

Le détaillant, autant que le petit industriel, doit être outillé, un bel agencement de magasin, de belles vitrines d'étalage, seront attrayants pour la clientèle. Les machines à calculer, les caisses enregistreuses et même les machines à écrire sont presque indispensables dans un magasin qui veut paraître moderne.

En 1901, un amendement avait été déposé devant les Chambres pour permettre au Gouvernement de

favoriser l'amélioration de l'outillage. Il ne fut pas accepté alors mais fut repris en 1903 par le Gouvernement.

Pendant ce temps, le Hainaut créait un musée de l'enseignement industriel et professionnel qui sollicita la protection du Gouvernement. Celui-ci la lui accorda, mais demanda la création d'une section du petit outillage, cette section et les cours de perfectionnement pour patrons qui y sont adjoints occupent aujourd'hui presque toute l'activité du musée de Charleroi.

En 1903, un subside de 5.000 francs fut mis par le législateur à la disposition du Ministère de l'Industrie et du Travail en vue de procurer l'amélioration de l'outillage chez les artisans.

Il s'agissait particulièrement de favoriser l'introduction des machines, outils et petits moteurs (à électricité, à gaz, à essences) dans les ateliers des artisans.

Bientôt on institua au Département de l'Industrie et du Travail une section technique des métiers bourgeois, chargé de renseigner les artisans sur les diverses machines construites à leur usage et d'étudier conjointement avec les personnes qui sollicitent un subside, les conditions les plus favorables d'une transformation de l'outillage.

Des conférences expérimentales peuvent être données sur requête adressée au Ministère, en vue de vulgariser la connaissance du petit outillage mécanique.

Ces conférences eurent beaucoup de succès notamment à Gand en 1904 au moment de l'exposition internationale du petit outillage que le gouvernement avait encouragée par un subside de 4.000 francs.

Cette exposition eut un très grand succès, dû en grande partie aux congrès professionnels pour tous les métiers de la petite bourgeoisie. Le Gouvernement accordait un léger subside à toutes les associations qui assisteraient aux leçons démonstratives données sur les machines exposées.

En 1904 le ministre des finances fit paraître une circulaire établissant un nouveau classement des moteurs et permettant de dégrever dans de fortes proportions la patente dûe du chef des moteurs de la petite industrie.

La sollicitude du Gouvernement favorisant les congrès professionnels et les expositions pour le petit outillage fit ouvrir les yeux aux petits industriels et petits commerçants, et développa chez eux l'esprit d'association qui seule leur permet d'acquérir des machines parfois coûteuses.

Outre l'association pour l'amélioration du petit outillage qui a pour but de donner tous les renseignements à tous ceux qui désireraient perfectionner leur outillage, il existe en Belgique des syndicats d'achat d'outillage qui louent ou revendent par acomptes périodiques les machines que les petits bourgeois ne pourraient pas se procurer avec leurs propres capitaux.

Un des plus anciens de ces syndicats d'outillage est le Syndicat bruxellois du Petit Outillage.

Fondé le 15 février 1904 sous la forme de société coopérative, il a pour objet de faire toutes opérations commerciales servant directement les intérêts communs de ses membres, telles que achat, vente et location de machines, moteurs ou outils, exécution de travaux, installations, acquisition, location ou affermage de locaux ou d'ateliers, avec ou sans machines et outils, pour l'usage de ses membres. Cette énumération n'est pas limitative.

La société, disent les statuts, est à responsabilité limitée, les associés ne sont tenus que divisément et chacun n'est responsable que jusqu'à concurrence des parts qu'il a souscrites.

Le minimum du capital social est de 700 francs, augmenté progressivement par une surcharge de 2 %

sur chaque achat fait par les membres. Toutefois, le montant de ces surcharges sera inscrit à l'actif du sociétaire intéressé à la fin de chaque semestre.

Tout membre doit avoir souscrit au moins une part de 100 francs, sur laquelle il touchera un dividende maximum de 3 francs.

Les subsides obtenus des pouvoirs publics sont ajoutés à l'actif du sociétaire en vue duquel ils ont été consentis.

Sur les bénéfices nets il sera constitué un fonds de réserve et un fonds de prévision et le bénéfice restant sera réparti entre les membres au prorata de leurs achats d'outillage ou transformation d'outillage faits par l'intermédiaire de la société.

Les opérations faites au 1^{er} octobre 1904 atteignaient seulement 1.100 francs.

En fait, voici ce qui se passe ; les syndicats locaux comprennent des membres ayant souscrit des actions de 100 fr. qui ne peuvent être libérées que de 10 %.

Tout membre désirant avoir un prêt doit s'adresser au Ministère de l'Industrie et du Travail où sa demande est examinée par la section technique de la petite bourgeoisie. Si le syndicat local et la section technique sont d'avis d'accéder à la demande, l'outillage est fourni au syndicat local aux conditions

suivantes : le solliciteur doit souscrire un certain nombre d'actions non libérées du syndicat local pour un capital nominal correspondant à 10 pour cent du montant du prêt (toute fraction devant correspondre à une action entière) et cela afin qu'ayant payé une partie de l'outillage, il en prenne soin comme de sa chose. Un certain nombre de promesses doit en outre être souscrit par l'intéressé qui s'engage à rembourser le prêt en soixante mensualités.

Il arrive fatalement que les constructeurs livrent à bon marché leurs machines, ils sont portés à faire des concessions aux syndicats locaux qui deviennent de gros acheteurs.

Une des raisons du peu d'extension et de vitalité de ces syndicats est le manque d'argent, pour permettre aux affiliés de ne payer que par mensualité leurs achats, il faudrait que ces associations jouissent de capitaux abondants et à un taux peu élevé.

Aussi M. Stevens, directeur de l'Enseignement industriel au Ministère de l'Industrie et du Travail, d'accord avec le Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraites, a proposé un système basé sur le concours des syndicats locaux, d'une Société nationale et de la Caisse d'Épargne.

Cette société nationale de prêt à l'outillage servira

de lien entre la Caisse d'épargne et les syndicats locaux, elle réescomptera les promesses des affiliés à un taux qui ne sera pas supérieur à 4 %. Cette société sera pour ainsi dire une fédération des syndicats locaux, elle sera constituée sous forme de coopérative, les syndicats locaux seront actionnaires et ne verseront, comme les affiliés le font chez eux, que dix pour cent de l'action.

Une combinaison d'assurance sur la vie des intéressés pendant la période de remboursement des prêts est également préconisée par M. Stevens, on souscrirait à des conditions très favorables pour un capital qui irait en décroissant à mesure que s'effectueraient les remboursements mensuels.

La Caisse d'épargne s'est prononcée, il y quelque temps, à ce sujet, elle se rallie au projet cité plus haut. La Caisse d'épargne escomptera les papiers à longs termes, cinq ans au maximum. Une grosse part du capital de la Société nationale du prêt à l'outillage sera faite par des notoriétés du monde industriel et politique.

L'organisation, sauf quelques points de détail, s'inspire de celle qui a produit de si grands résultats dans la question des habitations ouvrières.

§ III. — ASSURANCES

La question de l'assurance est pour les classes moyennes d'une importance capitale. Ayant mis toute leur fortune et parfois même ayant dû recourir pour leur établissement à des prêts à long terme, les petits industriels et les petits commerçants doivent s'assurer contre tous les risques et ils doivent le faire dans les conditions les moins onéreuses possible, tout en présentant cependant des garanties sérieuses.

Il n'a pas paru prudent au législateur d'accorder les faveurs de la loi de 1894 sur les sociétés mutualistes aux sociétés d'assurances contre l'incendie. Celles-ci ont été obligées pour jouir de la personnification civile de prendre la forme légale d'assurance mutuelle ou encore de se constituer en coopératives.

Nous n'avons pas connaissance d'associations de ce genre faites entre petits commerçants et petits industriels.

Il existe bien à Verviers depuis 1899 une société mutuelle d'assurance contre l'incendie fondée par l'Union des propriétaires de Verviers. Au congrès de Namur, M. Meunier le président de cette Union exposait les avantages que présentait une société dont les membres étaient tout à la fois assureurs et assurés et

où toutes les garanties de sécurité résultaient de la solidarité de ses membres. Le taux des primes était en outre abaissé à sa dernière limite par ce fait que les fonctions d'administrateur n'étaient pas ou peu rémunérées et que bien souvent les sociétaires eux-mêmes jouaient le rôle d'employés secondaires.

Nous ne nous arrêterons pas à l'étude de cette société, n'étant pas composée uniquement de petits industriels elle ne rentre pas dans le cadre de notre étude.

Les syndicats d'assurances qui existent pour les classes moyennes ne sont, jusqu'ici que des syndicats de peu d'importance, ils ont simplement pour but l'assurance contre le bris des glaces dans les locaux servant au commerce de ses membres. Il en est qui sont constitués sous la forme de sociétés anonymes, d'autres sous la forme de coopératives, d'autres enfin et ils sont plus nombreux, ne sont qu'une section d'une autre société coopérative ou anonyme.

Fondée en 1902 sous la forme de société coopérative l'assurance des syndicats professionnels de Bruxelles est une société à responsabilité solidaire. Il faut pour être assuré par cette société faire partie d'un syndicat affilié et être admis par le Conseil d'administration. On répartit les bénéfices de la

manière suivante : 5 % au fonds de réserve, 5 % au fonds de prévision et le surplus est ristourné aux membres au prorata de leurs primes.

Une autre forme d'assurance entre petits industriels et petits commerçants est à l'étude, c'est celle contre les accidents du travail. La loi belge du 24 Décembre 1903 oblige, en effet, à l'indemnité tous les industriels occupant au moins 5 ouvriers et les commerçants employant au moins 3 ouvriers.

Quand il s'agit de grandes sociétés, un arrêté ministériel peut, sur l'avis de la Commission du travail, leur permettre d'être leurs propres assureurs ; on se contente de cette sûreté personnelle.

Des autres, au contraire, la loi exige un versement à une caisse spéciale de garantie rattachée à la caisse des dépôts et consignations, ou bien lès oblige à contracter une assurance. La loi de 1903 servira donc de prétexte à la création de nouvelles institutions mutualistes ; l'article 11 le prévoit puisqu'il dit : « Les chefs d'entreprise ou leurs assureurs peuvent convenir avec les sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement que celles-ci assureront pendant six mois au plus à partir de l'accident, le service des indemnités qui seraient dues à leurs membres en cas d'incapacité de travail moyennant certaines conditions.

Ce moyen offrira de nombreux avantages aux classes moyennes, il facilitera le règlement des petits accidents, ce seront les sociétés d'assurances qui examineront les demandes d'indemnité, enfin l'économie de temps et d'argent pour l'établissement de la comptabilité seront très appréciables.

§ IV. - OBJETS DIVERS

On trouve en Belgique d'autres associations locales groupant des individus exerçant des professions diverses. Elles n'ont plus un objet précis, limité, elles tendent à améliorer par tous les moyens le sort de leurs sociétaires.

Tel est par exemple le Syndicat des négociants en détail de Liège qui a pour but toute entreprise mutuelle et commerciale que le Conseil d'administration jugera nécessaire dans l'intérêt des membres et a exploité une société de timbres-rabais.

Signalons aussi le Burgerkring de Gand qui compte parmi ses membres des hommes de la valeur de M. Cooreman, ancien ministre et M. le professeur Pyfferoen et prit l'initiative de l'enquête de 1897 sur la situation locale de la petite bourgeoisie.

Sous la dénomination de Ligue du Commerce et de l'Industrie de Gand il existe une association ayant

pour but de défendre les intérêts généraux du Commerce et de l'Industrie et d'étudier toutes les questions qui s'y rattachent, de donner à ses membres des renseignements sur le crédit de leurs clients et de recouvrer les créances litigieuses.

Elle autorise les membres exerçant une même profession à se grouper en sections professionnelles pouvant se réunir au siège social.

Il en est de même de la Sauvegarde du commerce et de la petite industrie de Liège et de l'arrondissement, qui outre ces avantages généraux procure encore à ses membres la création de cours de perfectionnement pour patrons, notamment ceux organisés en 1904 pour les patrons épiciers.

CONCLUSION

Une conclusion s'impose à la fin de toute étude et le moment est venu de dévoiler l'impression que nous avons retirée de ce travail.

Ce qui nous a surtout frappé, c'est la rapidité vertigineuse avec laquelle se sont développées et multipliées les associations de la petite bourgeoisie en Belgique, c'est le chemin parcouru depuis l'année 1897 où fut instituée à Gand l'enquête sur la situation de la petite bourgeoisie dans cette ville.

Nous n'avons pas pu parler de tous les syndicats et de toutes les associations qui ont été créés depuis cette époque, nous avons dû nous borner à en étudier quelques-uns pris comme modèles, mais nous avons remarqué que dans toutes les branches du commerce et de l'industrie, l'idée d'association a été semée, souvent même elle y a germé et est florissante.

Combien nous sommes loin en France d'un pareil résultat ? Il est encore beaucoup d'esprits sérieux qui contestent qu'il y ait chez nous un problème des classes moyennes. Malgré les enquêtes de

M. du Maroussem sur les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, sur les grands magasins, sur les procédés des maisons de commission, etc., les petits industriels n'ont pas encore beaucoup songé aux dangers qui les menacent. M. Martin Saint-Léon nous fait part de ses inquiétudes à ce sujet et dit avec raison : « s'ils n'apprennent à s'organiser comme le font leurs confrères allemands, hollandais et belges, leur sphère d'activité se resserrera de plus en plus et ils seront réduits peu à peu au rôle de simples agents de vente des produits des grandes maisons, ou confinés dans la fabrication ou le débit de produits destinés à un usage immédiat ».

Quant au petit commerce, sa situation chez nous semble moins compromise, jusqu'ici il a pu lutter sans trop souffrir, grâce à son énergie et sa persévérance. La Ligue des petits commerçants, présidée par M. Georges Berry, s'efforce de trouver les moyens à employer pour améliorer leur situation, elle a contribué à faire voter récemment la loi du 20 avril 1905 qui frappe de la patente les coopératives constituant des approvisionnements et ne se bornant pas à grouper les commandes de leurs membres pour les exécuter, Les nouvelles dispositions sur la patente des grands magasins ne seront pas non plus

inutiles au petit commerce. Des congrès, dont le dernier tenu récemment à Lyon, ont favorisé aussi la mise à l'étude des diverses questions intéressant les classes moyennes.

Le législateur belge a, nous l'avons vu, par la loi de 1898 sur les unions professionnelles, favorisé grandement la petite bourgeoisie en permettant à ces unions de faire certains actes de commerce limitativement énumérés, et jouissant du bénéfice de la non commercialisation, la seule obligation qu'elle leur impose est de tenir de ces actes une comptabilité spéciale.

Le Gouvernement de son côté a par tous les moyens cherché à développer l'idée d'association chez les petits industriels et les petits commerçants dans toutes les occasions il s'est fait représenter par des hommes chargés d'écouter leurs revendications.

Les intéressés enfin fidèles au principe : Aide-toi, le Ciel t'aidera, ont agie eux-mêmes. L'enquête personnelle à laquelle nous avons dû nous livrer, nous a persuadé qu'ils sont loin de se désintéresser de la question. Au contraire, il paraît sans cesse en Belgique des journaux et des brochures, il se fait des conférences, il s'organise des congrès qui témoignent du progrès de l'idée d'association.

Le dernier congrès de la petite bourgeoisie, auquel nous avons assisté, nous a prouvé la vitalité du mouvement en faveur des classes moyennes, ce ne sont pas là des réunions où l'on n'entend que des discussions purement théoriques, les petits artisans et les petits commerçants y exposent eux-mêmes et souvent avec chaleur leurs plaintes et leurs désirs suivis de conclusions précises.

Cette classe sociale souffre, obligée qu'elle est par les circonstances économiques de se modifier, de changer ses habitudes, cela est certain. Mais il semble qu'elle a compris aujourd'hui qu'il fallait secouer ce vieil esprit de routine et d'égoïsme qui a peut-être contribué à la prospérité de leurs ancêtres mais qui de nos jours doit être remplacé par l'entente et l'association.

Sans doute, il y a eu des échecs immérités peut-être mais qui ne doivent pas servir de prétextes au découragement. Ils ont été dûs plus souvent à une mauvaise direction qu'à une mauvaise application du principe d'association.

Notre étude se rapportant à l'idée d'association, nous n'avons pas voulu parler des autres remèdes qu'il serait possible d'apporter à la situation parfois pénible de la petite bourgeoisie. Il est certain qu'il

y aurait lieu au point de vue de la stricte équité de réviser les lois sur les sociétés commerciales, la procédure gratuite et les frais de justice, la faillite, les contributions et les patentes, les abus de bourse, le colportage et les ventes publiques de marchandises neuves. Mais ici encore c'est en se groupant, en envoyant des requêtes revêtues de nombreuses signatures que les petits bourgeois obtiendront du législateur les réformes qu'ils sollicitent.

Telle est l'œuvre admirable de l'association de la petite bourgeoisie qui justifie une fois de plus cette parole de Platon « l'association fait de l'impuissance de chacun, la force de tous ».

VU :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

VU :

Le professeur, président de la thèse
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	9

TITRE Ier.

LA QUESTION DE LA PETITE BOURGEOISIE. — POURQUOI ET COMMENT ELLE S'EST POSÉE	15
---	----

TITRE II.

LES INITIATIVES BELGES EN FAVEUR DE LA PETITE BOUR- GEOISIE. — LES PREMIÈRES TENTATIVES. — LES CONGRÈS INTERNATIONAUX	69
---	----

TITRE III.

LES RÉSULTATS D'UNE CAMPAGNE D'OPINION. — INTER- VENTIONS GOUVERNEMENTALE ET LÉGISLATIVE. — LES EFFORTS AUTONOMES DE LA PETITE BOURGEOISIE	81
CHAPITRE Ier. — LES ASSOCIATIONS GÉNÉRALES . . .	84
SECTION I ^{re} . — <i>Fédérations Générales</i>	84
SECTION II. — <i>Fédérations Professionnelles</i> . . .	99

CHAPITRE II. — LES ASSOCIATIONS LOCALES	101
SECTION I ^{re} . — <i>Associations Locales Profession-</i> <i>nelles</i>	108
§ I ^{er} . — L'achat.	109
§ II. — La fabrication	113
§ III. — L'outillage	117
§ IV. — La vente	119
§ V. — Le travail	124
§ VI. — L'enseignement	125
SECTION II. — <i>Associations locales interprofession-</i> <i>nelles</i>	127
§ I ^{er} — Le crédit	128
1 ^o — Le crédit à donner	129
2 ^o — Le crédit à recevoir	140
§ II. — L'outillage.	159
§ III. — L'assurance	166
§ IV. — Objets divers	169
CONCLUSION.	171



ERRATA

PAGE	43, ligne 25,	lire	<i>machoire</i>		au lieu de	machine.
»	114,	»	13,	»	<i>consommateurs</i>	» de commerçants.
»	121,	»	18,	»	<i>en dernier enchérisseur</i>	et dernier enchérisseur
»	127,	»	8,	»	<i>De Bakkerij</i>	» De Bakkery.
»	136,	»	1,	»	<i>Cooreman</i>	» de Cooremans.
»	165,	»	15,	»	<i>il y a quelque</i>	» il y quelque.
»	168,	»	22,	»	<i>assumeront</i>	» assureront.

